

Le prolétaire

organe du parti communiste international

M 2414-376-4F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant
SARO
20, rue Jean Bouton
F-75012 Paris

JANVIER 1984
20^e ANNEE

4FF
2FS

n° 376

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN! L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS

L'année 1984 s'annonce comme devant être particulièrement difficile pour les masses ouvrières en France qui seront soumises à une politique d'austérité capitaliste sur le plan financier, économique et social. Cette politique d'austérité menée par l'Etat, s'attaquera inévitablement de manière frontale à leurs conditions de vie et de travail avec en perspective une baisse du pouvoir d'achat, des licenciements massifs dus aux impératifs bourgeois de restructuration de l'appareil industriel afin de préserver les profits et les privilèges bourgeois, avec une augmentation du chômage bien au-delà de 2,5 millions de demandeurs officiels d'emploi, un renforcement de la terreur administrative et policière exercée contre les travailleurs immigrés et leurs familles combiné avec une intensification des violences racistes, de la sorte encouragées. Avec en corollaire une intimidation accrue et une répression ouverte renforcée contre tous les noyaux combattifs d'avant-garde qui chercheront à riposter contre les offensives du gouvernement de gauche et de la bourgeoisie; pour compléter ces

tentatives et les faciliter, le pouvoir cherchera à utiliser tous les contre-révolutionnaires professionnels des directions syndicales (bonzes de la CGT et de la CFDT en tête) et leur cortège de curetons ou d'humanistes bêlants soi-disant progressistes qui sous couvert de soutenir les masses (comme la corde soutient le pendu) s'efforceront, comme ils l'ont toujours fait, de diviser les masses et d'isoler les forces combattives cherchant à se dégager sur des bases de lutte indépendante.

Pourquoi le cacher: l'année 1984 sera l'année des épreuves avec en perspective le besoin pour les masses de s'arracher à leur situation de souffredouleur d'une exploitation capitaliste de plus en plus forcenée pour apparaître comme une FORCE INDEPENDANTE capable de se battre pied à pied sur la scène politique et sociale.

Seule la lutte sera payante

Pour cela le chemin sera long et difficile d'autant plus que l'adversaire de classe dispose d'un véritable monopole de l'INITIATIVE sur tous les terrains.

D'une part le gouvernement de gauche avec l'appui du PS et du PC mais aussi des directions syndicales CGT et CFDT (ce qui ne va pas sans accrocs et frictions comme on a pu le voir à l'occasion des efforts déployés pour étrangler la révolte et la lutte des travailleurs de l'atelier B3 de Talbot-Poissy) qui s'efforce de démontrer sa capacité à agir comme un gestionnaire efficace au service des privilèges impérialistes et capitalistes de la France. De l'autre les partis de droite qui critiquent la crédibilité du pouvoir à diriger l'"entreprise France" pour mieux l'obliger à faire porter tout le poids de l'austérité sur les masses ouvrières et laborieuses (et en premier lieu les immigrés) ce qui, en retour, permet au gouvernement de gauche de chercher à se présenter comme une solution de "moins mal" pour les travailleurs alors même qu'il les frappe durement.

Seule la lutte permettra à la classe ouvrière de se dégager de ce piège infernal pour apparaître de manière dynamique comme une classe susceptible d'avoir prise sur les événements en modifiant

les plans d'offensive préparés par le gouvernement avant de pouvoir à son tour dicter son propre jeu. Cela ne se fera certainement pas en un jour mais l'enjeu immédiat concerne la capacité des forces prolétariennes militantes les plus combattives d'acquiescer la maturité et l'expérience politique indispensable pour pouvoir conduire la lutte à travers tous les pièges dressés conjointement, au-delà de leurs rivalités superficielles, par le gouvernement de gauche et ses acolytes du PS, du PC et des directions syndicales CGT-CFDT ainsi que par les forces de droite.

Nous avons dit plus haut que la lutte et le chemin à parcourir seront longs et difficiles car les masses sont dans une situation de division importante: division de catégorie et d'usines, division entre travailleurs et chômeurs, et surtout division entre travailleurs français et immigrés mais aussi division au sein des travailleurs immigrés entre nationalités différentes et entre travailleurs régularisés et ceux qui sont sans-papiers.

(Suite en page 7)

Changer pour devenir

Si notre journal sort avec un retard évident depuis notre numéro spécial immigration d'octobre 83 c'est essentiellement en raison de difficultés internes à notre réseau tant en France qu'en Italie.

Pour ce qui est de la France il convient de préciser que des divergences sont apparues entre d'une part le noyau qui a fini par se dégager (à travers l'effort engagé depuis octobre 1982) et qui a pris la responsabilité politique du journal et d'autres militants. Ces divergences d'appréciation portent sur la définition des priorités et des tâches à l'ordre du jour afin de chercher à surmonter la crise qui nous frappe et de mener à bien le processus de clarification politique. Une des divergences porte plus particulièrement sur le fait et la manière de sortir le journal dans la situation actuelle.

Cela a conduit à une situation objective de disfonctionnement de l'activité interne et externe et à un écart de plus en plus grand dans la méthode de travail pour essayer de surmonter notre crise. Il est clair que la réparation du journal n'exprime que les positions politiques (qui ne sont donc pas forcément représentatives des efforts déployés par les autres militants) du noyau, NOTRE NOYAU qui lutte à sa façon et avec ses forces pour la reconstitution du PCI sur des bases solides en tant que VERITABLE FORCE POLITIQUE AGISSANTE.

La décision de faire réparer le Prolétaire reposait sur une double volonté: développer une activité interne afin simultanément de clarifier les questions politiques (et elles sont énormes puisque elles concernent le développement de la lutte de classes à l'échelle internationale) soulevées par la crise d'octobre 82 et l'élaboration

(Suite en page 7)

Plus que jamais solidarité avec les masses palestiniennes

Faute de place nous ne pouvons consacrer une analyse approfondie aux leçons concernant la lutte des masses palestiniennes et l'échec de l'OLP à travers les affrontements de Tripoli au Nord Liban. Disons que ces événements confirment entièrement notre évaluation, n'en déplaisent à tous ceux qui, en France notamment, se sont refusés à COMBINER l'indispensable soutien à la lutte des masses palestiniennes avec le développement d'analyses politiques authentiquement communistes révolutionnaires internationalistes (en dehors de tout sursuisme catastrophique et stérile) car c'est là la PRINCIPALE CONDITION pour préparer les bases d'une liaison réelle avec les noyaux combattifs de la

résistance palestinienne qui cherchent à lutter contre le sionisme, l'impérialisme et tous les Etats arabes (quelle que soit leur masque réactionnaire ou progressiste). Ce que nous disons concerne entre autres les éléments liquidateurs qui ont quitté le PCI en septembre-octobre 82 en cherchant à cacher leur confusion politique derrière les cris de soutien à l'OLP, de guerre révolutionnaire populaire afin de justifier des compromis avec l'Etat syrien (le boucher de Tell-El-Zaatar), de soutien à Abou Moussa et qui finissent aujourd'hui, après ces désastreuses élucubrations, par revenir à la revendication: troupes sionistes, impérialistes et syriennes hors du Liban. L'ennui, pour

ces groupes, c'est qu'au passage ils ont, sur cette question, perdu toute crédibilité politique, à force de courir après les événements sans avoir prise sur eux.

Le départ de Tripoli des combattants loyalistes du Fatah est l'expression de l'échec total et logique d'une orientation bourgeoise de lutte. Une orientation qui consistait à rechercher une autonomie de lutte pour la Résistance palestinienne dans le cadre des compromis avec les Etats arabes (non-ingérence dans leurs affaires intérieures alors que les masses palestiniennes se trouvent dans ces Etats dans une situation de réfugiés ou d'immigrés et ont donc

(Suite en page 6)

La marche pour l'égalité bilan et perspectives

Le 3 décembre, la marche pour l'égalité est arrivée à Paris au terme d'un voyage de 55 jours et a mobilisé ce jour plus de 80 000 manifestants.

Il s'agit aujourd'hui d'en dresser un premier bilan. Nous concevons ce travail dans la perspective d'une activité destinée d'abord à organiser les éléments les plus sensibles qui désirent se regrouper pour agir avec efficacité contre le racisme et les discriminations qui frappent à des degrés différents tous les travailleurs immigrés.

Par opposition à l'anti-racisme démocratique largement majoritaire nous voulons lutter pour un ANTI-RACISME PROLETARIEN. Pour nous expliquer plus concrètement sur ce point nous allons revenir sur la marche pour l'égalité.

Bien que cette marche ait été présentée comme la marche des jeunes issus

de l'immigration, elle est en réalité UNE INITIATIVE ORGANISEE PAR LA CIMADE ET LE MAN(1) dont les perspectives dites non-violentes ont marqué le cours même de cette manifestation. SANS LA PRESENCE DE CES 2 ORGANISATIONS LA MARCHE N'AURAIT PAS ETE POSSIBLE.

Pour les marcheurs des Minguettes et d'ailleurs, la Cimade c'est Christian Delorme. Ils ignorent totalement la réalité d'une organisation dont les travailleurs migrants sont un des départements et dont l'activité principale vise dans tous les cas à permettre un dialogue entre les pouvoirs publics et les exploités d'une part et d'autre part à "contribuer un tant soi peu au renforcement d'un front de soutien plus large, où les formations politiques et les organisations syndicales tiendront la place qui leur revient,...." (p.5 de Cimade-information 1977, N° 3).

(Suite en page 2)

Dans ce numéro

- La marche pour l'égalité: bilan et perspectives.
- Cimade et antiradicalisme.
- Pour un antiracisme prolétarien.
- A propos de la loi antisexiste.
- Le sabre et le goupillon.
- Impérialisme français hors d'Afrique et du Liban :
 - Tchad: les enjeux de l'impérialisme français.
 - Les interventions françaises au Tchad.
 - La France gendarme de l'Afrique.
 - Mitterrand bas les pattes du Liban.
 - Retrait immédiat des troupes françaises du Liban.
 - La France, la Libye et les USA.
- Après Budapest, Bucarest.
- Sous la coupe du capital:
 - Tunisie.
 - Portugal.
 - Israël.

La marche pour l'égalité: bilan et perspectives

(Suite de la page 1)

Par ailleurs, et dans la même brochure citée, cette organisation est une habituée de LA HANTISE DE LA MANIPULATION ET DE LA RECUPERATION, sous le prétexte misérable que la politique porterait en soi le germe de la récupération, ce qui ne l'empêche pas de faire des efforts pour amener ceux qu'elle "aide" à se rapprocher des organisations politiques et syndicales dites démocratiques. Pour les élections municipales de 1983 c'est aussi la Cimade qui a appuyé l'idée d'un vote parallèle bidon pour les immigrés (voir Sans-Frontière n° 72, l'article de C. Delorme, p. 6).

Cette crainte hystérique de la manipulation a d'ailleurs, à plusieurs reprises, été largement utilisée par la Cimade mais aussi par les faux amis réformistes de la marche qui sous couvert de soutien voulaient prioritairement éviter toute liaison entre les marcheurs et les regroupements de lutte anti-raciste qu'ils ne contrôlaient pas dans les villes où passait la marche, ainsi que par certains journalistes. Par exemple le journal le Monde dans son compte-rendu de la marche concernant Strasbourg a fustigé le PCInternational lui attribuant même des slogans fantaisistes falsifiant les slogans réellement scandés durant la manifestation dans cette ville. Comme quoi la hantise oh combien sincère de la manipulation peut conduire certains journalistes et ceux qui les inspirent à de misérables, mais réelles manipulations !

Le rôle de la Cimade est donc de récupérer dans l'immigration et ailleurs des énergies pour tenter de mieux faire appliquer les lois, de les améliorer ou même d'en faire voter de plus justes. La référence à Martin Luther King est évidente bien que l'idée en ait été certainement importée par le Man. Il s'agit de la non-violence comme moyen politique pour obtenir l'application de la constitution dans le respect de la légalité. Voici pour la version Hollywood chewing-gum. La réalité est toute autre. Les révoltes violentes du prolétariat noir aux Etats-Unis dans les années 60 ont été le terrain sur lequel s'est développé l'action pacifiste du pasteur King et dont le résultat est connu: tout bénéf pour les bourgeois et le slum (pauvreté, chômage, ghetto et prison) pour les prolos. Sans nous étendre sur ce sujet on rajoutera que la répression fut impitoyable et féroce surtout vis-à-vis de ceux qui, comme les Black Panthers, voulurent lutter pied à pied contre le Pouvoir Blanc, et même un partisan du pacifisme comme Martin Luther King fut assassiné, tant il est vrai que dans certaines circonstances le pacifisme est encore jugé trop violent quand il risque de radicaliser des mouvements de protestation.

Les jeunes marcheurs se disent APOLITIQUES ET APARTISTES. CECI EST EXACT DANS LA MESURE OU ILS N'ONT PAS UNE CONSCIENCE POLITIQUE très précise DE LEUR SITUATION SOCIALE, DE PROLETAIRES SANS-RESERVE. Pourtant ils ont posé les pieds sans le savoir sur le terrain brûlant de la politique.

Pour eux il s'agit avant tout de pouvoir vivre en France en toute sécurité et de ne pas être la cible permanente du racisme (le racisme de cet été était doublé d'un racisme anti-jeune, voir l'âge des victimes).

Ceci est une exigence primordiale et dépasse toutes les revendications mises en avant par la Cimade et d'autres organisations (carte de 10 ans, droit de

vote, amélioration de la loi anti-raciste de 72, etc.).

Les jeunes marcheurs jugent à juste raison le rapport de forces actuel défavorable; d'où malheureusement la recherche d'un compromis direct avec le gouvernement et les forces de l'Etat pour obtenir aide, compréhension et protection.

L'immigration est un terrain déserté par la gauche officielle; il est vrai que pour elle la défense des intérêts ouvriers signifie avant tout la défense de l'aristocratie ouvrière.

Cet abandon, les jeunes marcheurs l'expriment dans le rejet de tout parti politique; la présence de la Cimade ne peut, malheureusement encore, que les encourager à persister dans cette attitude exclusivement négative et empêcher toute évolution positive et critique favorable à un réel travail anti-raciste et anti-capitaliste.

De ce point de vue, les manifestations traditionnelles leur apparaissent dangereuses, dans la mesure où ils pensent créer un courant d'opinion favorable qui leur permettrait d'obtenir, au-delà DE TOUS LES CLIVAGES POLITIQUES, selon eux, le résultat recherché: l'arrêt de la violence raciste.

Cela explique leur volonté farouche de défendre une image non-violente d'eux-mêmes et la recherche du dialogue avec "l'humain" qui existerait en toute personne.

Cela explique que le jeu politique droite-gauche, c'est-à-dire pro ou anti-gouvernemental apparaît à leurs yeux comme nuisible parce que susceptible de briser dans l'œuf l'aide des autorités qu'ils espèrent pour arrêter la violence raciste.

Ce recours à la non-violence est dicté par des nécessités pratiques immédiates et non par une volonté pratique déterminée. Elle peut séduire de nombreux jeunes à qui on offre la perspective "concrète" des associations culturelles et sociales mises en place par cette troupe de parasites que sont les animateurs et éducateurs de tout acabit. Cette orientation présente le danger de couper les jeunes, issus de l'immigration, de la "vieille génération" qui a déjà par ses luttes ouvrières combattu pour l'égalité des droits.

L'assemblage hétéroclite entre les différentes forces qui composent la marche est affaire de circonstances; c'est une unité artificielle et fondée sur des exigences contradictoires. L'éclatement devra se faire tôt ou tard et pour nous il s'agit qu'il se fasse dans les meilleures conditions; c'est-à-dire qu'il contribue à l'élargissement et au renforcement de la lutte anti-raciste et anti-capitaliste sur le terrain de la lutte directe contre l'Etat et tous ses larbins.

Cette analyse nous conduit à proposer les perspectives suivantes:

1) La lutte anti-raciste est une lutte de classe qui concerne les travailleurs immigrés et les travailleurs français; le racisme étant chez les travailleurs le produit pratique direct de la concurrence que le système bourgeois fait naître en eux (moins il y a de gâteau à partager plus la concurrence est forte; ceci chez les travailleurs comme chez les capitalistes; ce réflexe est d'autant plus fort quand il n'existe pas d'autre alternative capable de fondre ensemble les intérêts individuels des prolétaires en un intérêt général de classe).

2) La violence raciste est une manifestation particulièrement bestiale du racisme; aujourd'hui elle est le fait principalement de la police, de vigiles et autres milices racistes ainsi que de tireurs isolés. Les travailleurs immigrés et les jeunes sont victimes donc de la violence étatique et de groupes et individus arriérés et réactionnaires.

3) La chasse aux clandestins et la politique de contrôle de l'immigration est directement responsable du climat de suspicion et de haine anti-immigrée aujourd'hui en France. Elle explique les "bavures" policières aussi bien que les crimes racistes des isolés. Comment reconnaître un clandestin? sinon par son physique. Ceci veut dire que tout travailleur immigré peut-être contrôlé et tout le monde sait que chaque contrôlé peut se terminer par un meurtre.

4) La ségrégation dans le logement, dans le travail ne sont l'objet d'aucune loi particulière et raciste, mais il existe néanmoins des inégalités sociales connues, les quotas et seuil de tolérance, le travail sous-payé. Quelle loi peut forcer un propriétaire à louer un logement à un étranger? Quelle loi peut obliger un patron à payer un salaire égal pour un travail égal? Ceci est également valable d'ailleurs pour un travailleur français. La loi anti-raciste de 1972 prévue pour lutter contre les attitudes et comportements racistes est totalement inefficace comme l'a reconnu le président du Mrap.

Le racisme n'est donc pas dû à de mauvaises attitudes ou à des pensées malsaines. Au contraire il est le résultat direct de la division de la société toute entière en classes aux intérêts opposés. Avec la crise la concurrence devient plus vive et les tensions sociales ne peuvent qu'accroître des tendances anti-ouvrières au sein des couches les plus diverses de la population y compris dans certaines couches ouvrières elles-mêmes. Ceci en l'absence de toute lutte de classe organisée.

Sur la base de ce qui vient d'être dit, il faut développer un travail dans les quartiers dits populaires, pauvres, ouvriers, etc. Ce travail doit avoir pour but de rassembler et d'organiser les éléments les plus sensibles et conscients, et simultanément d'organiser des discussions les plus larges possibles en multipliant les contacts avec les habitants de ces quartiers. Ces discussions et ces contacts doivent avoir pour but:

a) de se rendre compte des besoins réels des travailleurs immigrés et français face à la crise et au chômage qui sont les vraies causes de l'insécurité des travailleurs. En même temps ils permettront de tisser des liens de sympathie entre les éléments les plus avancés et la masse des travailleurs.

b) de propager la volonté d'organisation et de lutte face aux contrôles policiers et aux exigences toujours plus énormes d'exploitation et d'oppression des patrons et des gestionnaires privés et publics qui veulent imposer l'austérité et les sacrifices.

Il existe sur ce terrain une tentative de canaliser les réactions des jeunes de ces quartiers dans les voies sans issues de l'animation sociale et culturelle. Le recrutement parmi les jeunes est plus fréquent. Le ministère de la Jeunesse et des Sports s'est spécialisé dans les vacances été contre les étés chauds. Différents organismes jouent sur le droit aux cultures, etc. La mé-

moire collective des luttes de l'immigration, c'est-à-dire ouvrière, se perd ou ne s'acquiert pas au profit de théories insipides et merdiques sur le droit à la différence et autres discours de divisions. Il est tout à fait important de contrer ces manœuvres qui sont des obstacles réels à la lutte. A la culture bourgeoise opposons une culture prolétarienne.

Le but véritable de cette activité est évidemment de séparer l'anti-racisme démocratique type Cimade-Man de l'anti-racisme prolétarien et de répondre pratiquement à la défense dans la rue et dans la vie quotidienne des travailleurs immigrés et français. Aujourd'hui il est vrai que les travailleurs français se sentent peu concernés par cette lutte et qu'ils ont toujours été maintenus à l'écart des luttes de l'immigration par des forces qui vivent des fruits de cette division (associations, syndicats, partis politiques dits de gauche).

La lutte sera longue et difficile. Cependant l'approfondissement de la crise permet d'espérer des réactions saines; nous entendons par notre part œuvrer dans ce sens.

C'est pourquoi nous nous efforcerons d'appuyer et de participer à toutes les initiatives visant à regrouper des forces de lutte intervenant dans les quartiers, les foyers (et ayant la perspective de rechercher des liens pratiques avec les usines) autour de revendications simples mais unifiantes comme:

- mobilisation contre les violences racistes d'où qu'elles viennent: police et milices d'extrême-droite.

- la carte de 10 ans automatique y compris pour les sans-papiers comme premier pas réel dans l'abolition de tout contrôle de l'immigration.

- l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés.

Une telle mobilisation ne doit pas seulement se développer, à terme dans chaque ville mais doit aussi permettre sur la base D'UNE REELLE CONVERGENCE DES INTERVENTIONS PRATIQUES DE LUTTE à l'élaboration d'une véritable COORDINATION NATIONALE. Nous appuierons également de toutes nos forces un tel objectif susceptible de contribuer au renforcement qualitatif et quantitatif de la lutte anti-raciste prolétarienne.

POUR L'UNITE DES TRAVAILLEURS CONTRE LA DIVISION !

POUR L'UNION COMBATTANTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET FRANCAIS !

IMPOSONS L'EGALITE DES DROITS !

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

VIVE LA LUTTE DIRECTE CONTRE L'ETAT ET TOUS SES LARBINS !

1) Le Man: Mouvement pour une Alternative non-violente.

CIMADE et antiradicalisation

La Cimade tente d'occuper un terrain particulièrement délaissé depuis toujours par les syndicats et les partis de la gauche officielle. Les risques d'explosion dans les cités ne sont pas minces si on comprend l'enjeu de la lutte. Il existe beaucoup de Minguettes en France où l'affrontement entre jeunes et flics existe d'une manière inégale. Les crimes racistes de cet été pouvaient certainement entraîner une radicalisation massive des jeunes comme en Angleterre par exemple. Aussi toute l'action de la Cimade s'inscrit dans ce cadre; il s'agit de désamorcer la bombe sociale, l'opération est délicate. Les Minguettes, QUARTIER-VEDETTE DE LA PRESSE BOURGEOISE, a été le terrain choisi pour tenter l'expérience de la PACIFICATION.

Il est clair que les Minguettes constituent une expérience pour d'autres villes. La Cimade existe sur le plan national, elle peut compter sur de nom-

breux appuis tant dans le secteur animation sociale, y compris parmi les associations d'immigrés, que dans les secteurs humanitaires plus ou moins liés à l'Eglise.

D'autre part, par de nombreux liens personnels elle peut, à travers les syndicats et les partis de gauche, et peut-être même de droite, compter sur des appuis plus ou moins importants.

Il serait donc tout à fait faux de croire, comme certains l'imaginent à propos de la marche pour l'égalité, à un coup de poker de la Cimade qui en organisant cette initiative se ferait déborder en fin de course.

Au contraire toute la fonction de l'opération entreprise par la Cimade est de désamorcer les tensions tout en divisant les jeunes et les immigrés afin d'en isoler les éléments les plus radicaux et les plus combattifs. En cela son

action se combine parfaitement avec celle du gouvernement de gauche qui fait semblant de favoriser l'insertion des immigrés alors qu'il les attaque à travers ses éléments les plus vulnérables: les sans-papiers. G. Dufoux ne déclarait elle pas: "les clandestins risquent de gêner l'insertion des immigrés"?

Il appartient aux révolutionnaires et à tous les militants antiracistes sincèrement résolus à lutter dans la perspective d'une réelle solidarité et d'une union prolétarienne, de mettre tout en œuvre pour dénoncer les manœuvres de la Cimade non seulement par des proclamations aussi radicales soient-elles mais aussi et surtout par leur capacité à mettre en œuvre sur le terrain des luttes antiracistes, à développer une pratique alternative réellement unifiante. Tout le reste ne serait que bavardage superflu.

LISEZ ET DIFFUSEZ
NOTRE REVUE

**Κομμουνιστικό
πρόγραμμα**

ET LE BULLETIN

ΠΟΛΙΤΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ

**Κομμουνιστικό
πρόγραμμα**

Να πάρουμε πρωτοβουλίες
διασύνδεσης κι επέμβασης

«ΚΟΙΝΩΝΙΚΟΠΟΙΗΣΕΙΣ»
ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΙΚΕΣ
ΕΠΟΠΤΙΚΑ ΣΥΜΒΟΥΛΙΑ

Γοιά ΠΡΟΟΠΤΙΚΗ για τα
ΚΙΝΗΜΑΤΑ στην Ελλάδα

Ο αγώνας της «Ελληνικής
Τεχνικής» ενάντια στις απολύσεις

Στρατός

ΟΙ ΕΘΝΙΚΟΠΟΙΗΣΕΙΣ
ΚΑΙ ΟΙ ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΕΣ

Κινήματα στην

«Οχι πυρκαϊά στο Κόμφο»
«Βογκέρα» -κατάργηση των Άσκων κελιών-
«Εξω τα Ιταλικά στρατεύματα από το Αλβανό»

ΑΙΘΑΝΟΣ

ΤΣΑΝΤ

«Ο έλεος απεμβόσιος
«Η κρίση στην Αλ-Φατάχ

«Εξω τα γαλλικά στρατεύματα»

Pour un antiracisme prolétarien

TRACT DISTRIBUE PAR NOS CAMARADES LORS DE LA MANIFESTATION A PARIS LE 3 DEC. 1983

Saluons d'abord l'initiative de cette marche, proposée d'après ce que nous savons par Toumi Djaida de l'association SOS Minguettes alors qu'il était encore sur son lit d'hôpital victime d'un lâche attentat policier.

Nous tenons également à manifester notre solidarité militante à tous les jeunes marcheurs pour cette initiative de lutte contre le racisme et particulièrement contre les crimes racistes commis cet été qui s'ajoutent à une liste de morts et de blessés déjà longue. Le lâche assassinat d'un jeune immigré récemment dans un train par des candidats légionnaires, dans l'indifférence générale, s'ajoute encore à cette liste.

Nous ressentons avec eux la nécessité d'opposer par une lutte ferme et continue une riposte énergique à toutes les discriminations dont sont victimes les travailleurs étrangers et leurs familles dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Nous ressentons avec eux la nécessité de s'opposer par des ripostes adéquates aux coups qui frappent des hommes, des femmes et des enfants sous le prétexte monstrueux qu'ils sont arabes, noirs, étrangers ou tout simplement jeunes (....)

Aujourd'hui encore et plus que jamais, l'Etat arrête et expulse. Aujourd'hui encore et plus que jamais, on fixe des quotas et des seuils de tolérance dans les cités. Aujourd'hui encore et plus que jamais, on exerce des pressions administratives et policières contre les personnes qui veulent visiter leurs familles en France. Aujourd'hui et plus jamais, on empêche la femme et les enfants de rejoindre le mari et le père.

D'AUTRE PART LE GOUVERNEMENT LAISSE SE DEVELOPPER ET FAVORISER MEME DES CAMPAGNES RACISTES. Les mass-médias se précipitent pour aller recueillir les propos grossiers, vulgaires et grotesques de groupuscules à idéologie raciste.

Les crimes restent impunis, les assassins sont libres comme ces flics qui tuent en toute impunité et couverts d'avance par leur ministre. Des personnalités politiques DE TOUS BORDS, attisent les haines et les divisions par leurs déclarations, en contre-partie nous pouvons entendre dans la bouche de ceux qui soutiennent l'action du gouvernement des discours criminels du type "on ne peut pas réaliser tout d'un coup... il faut convaincre l'opinion publique, etc". Les directions syndicales approuvent ou se taisent, laissant le chauvinisme et le racisme se développer parmi les couches de travailleurs français.

TOUT CELA MONTRE A L'EVIDENCE LA NECESSITE D'UNE RIPOSTE COLLECTIVE. Pour parvenir à ce résultat la simple adhésion sentimentale à la lutte contre le racisme ne suffit pas pour lutter efficacement contre toutes les discriminations et les violences qu'elles font naître. Notre expérience de lutte dans l'immigration, qui est une contribution à l'élargissement de la lutte contre la politique de contrôle de l'immigration en France, nous a enseigné que pour vaincre IL FAUT S'APPUYER SUR DES FORCES CAPABLES DE FORGER LA VICTOIRE. C'EST POURQUOI IL NOUS SEMBLE IMPORTANT DE PRECISER L'ORIGINE ET LE SENS DU RACISME ACTUEL.

Le racisme, aujourd'hui, s'appuie et se développe sur un système social et politique basé sur une discrimination plus ou moins systématique et qui conduit à établir, au sein d'une population vivant sur un même territoire, des statuts sociaux différents et inégaux sur la base de l'appartenance à une religion, une couleur de peau ou une nationalité. Il existe des cas particulièrement odieux et bestiaux de ce système en Afrique du Sud et en Israël.

Cependant il serait dangereux POUR TOUS CEUX QUI VEULENT REELLEMENT LUTTER CONTRE LE RACISME de ne voir que les cas les plus pathologiques d'une MALADIE GENERALE qui conduit tous les Etats de cette planète ET PRINCIPALEMENT LES GRANDES METROPOLES IMPERIALISTES à appliquer dans les faits par les lois et par la force des politiques discriminatoires.

C'est sur cette base là que l'Etat, sa police, sa justice, les forces politiques de droite comme de gauche fondent leur action répressive ou leur inaction criminelle. Nous voulons rompre cette logique pour élargir et développer UNE LUTTE REELLE POUR L'EGALITE DES DROITS en toute indépendance à l'égard de l'Etat et des forces qui le soutiennent d'une manière ou d'une autre. Beaucoup de travailleurs espéraient du gouvernement de gauche des mesures réelles en faveur des travailleurs immigrés. En réalité les promesses comme celle du droit de vote aux élections municipales n'ont pas été tenues. Au contraire, Defferre et les autres se sont vantés pendant leur campagne municipale d'être plus efficaces pour contrôler et expulser que la droite elle-même. Les frontières se sont fermées davantage et les actes racistes se sont multipliés, les policiers donnant impunément l'exemple.

La lutte pour l'égalité des droits n'est pas une lutte entre la droite et la gauche (qui en pratique, dans sa politique de l'immigration comme dans sa politique internationale se montre le domestique zélé du capitalisme français) ou entre français et immigrés: c'est une lutte de classe entre ceux qui combattent, sans préalable politique, pour l'entière réalisation de l'égalité des droits entre tous les travailleurs français et immigrés, et ceux qui veulent conserver des privilèges, des statuts et des positions incompatibles avec cette égalité des droits. Ces dis-

criminations sont le fruit d'une corruption généralisée de la politique bourgeoise et nationale de l'après-guerre, qui s'est réalisée sur le dos des masses exploitées des pays dominés par l'impérialisme.

Cette politique impérialiste visait aussi à diviser le prolétariat entre une aristocratie ouvrière qui bénéficiait elle-même de "certains avantages" (à présent d'ailleurs remis en question du fait de la crise) et des couches surexploitées, particulièrement les immigrés, mais aussi les femmes, les jeunes.

Seulement une lutte réelle peut permettre de surmonter cette division. En pratique il ne s'agit pas seulement de mener une agitation contre le racisme et les discriminations, mais aussi de contribuer à un véritable travail d'organisation prolongé, partant des problèmes réels qui se posent aux travailleurs immigrés et des initiatives comme cette marche contre le racisme et pour l'égalité, et en ripostant coup par coup aux crimes et aux expulsions et aux cas de répression. C'est ainsi qu'il sera possible de réaliser concrètement l'union des travailleurs de toutes races et de toutes nationalités contre les défenseurs de l'ordre et des discriminations bourgeoises, qu'ils soient de droite ou de gauche.

NON AUX ATTENTATS RACISTES ! POUR UNE AUTO-DEFENSE OUVRIERE DANS LES QUARTIERS!

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION ! REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS ! CARTE DE 10 ANS POUR TOUS !

EGALITE REELLE DES DROITS SOCIAUX ET POLITIQUES, ASSEZ DE PROMESSES DEMAGOGIQUES !

A BAS LE CHAUVINISME ET L'IMPERIALISME FRANCAIS, QUI FAIT LE LIT DU RACISME !

POUR L'UNION COMBATTANTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET FRANCAIS !

A propos de la loi antisexiste

Dans le prolongement de sa campagne de consensus en direction des diverses couches électorales, le gouvernement se propose de mettre en discussion une loi anti-sexiste copiée sur le modèle de la loi anti-raciste. La question est de savoir pourquoi cette loi réclamée par les féministes il y a 10 ans, revient aujourd'hui sur le devant de la scène par l'intermédiaire de l'honorable assemblée de fiefés coquins qui nous gouverne, via son aile gauche. Complétant sa politique, comme on peut le vérifier dans différents domaines (armée, justice, école, etc.), de consensus national en consensus national, la gauche et son gouvernement mènent habilement la barque pour isoler ses électeurs des réactions à contre-courant que suscitent ses demi-mesures libérales et ses mesures copieuses d'austérité renforcée. Etudions donc en ce sens le rôle et l'importance de cette loi.

Premier point. Si le sexisme est une forme de racisme, à quoi sert de remettre en discussion une loi anti-raciste bis ? Il suffisait de compléter la première; sauf si on tient à adresser un "clin d'oeil particulier" aux mouvements féministes. Notons également ceci: le MRAP avoue que dans bien des cas la loi anti-raciste est inopérante.

Deuxième point. Cette loi peut sans doute satisfaire les éléments pour qui le féminisme rime avec juridisme. La reconnaissance légale d'un droit de poursuite pour des individus ou des associations contre des agressions sexistes permet effectivement de lutter dans certains cas et d'influencer peut-être dans certaines limites les comportements et les attitudes. Il n'en reste pas moins que, si la reconnaissance du viol comme crime marque un progrès dans la législation, cela n'entraîne pas, loin de là, un changement dans la tête des juges ou dans le comportement des flics vis-à-vis des victimes. Cela n'entraîne pas non plus la diminution des actes de viol. De même les coups donnés par un mari ivrogne ou brutal sont moins reconnus et même soigneusement dissimulés par la troupe des flics, éducateurs et assistantes sociales tous grands défenseurs du couple et du mariage. Hé oui! qui va s'occuper d'une femme désemparée et sans ressources avec des enfants à charge ? L'Etat préfère se décharger sur le cercle familial et nourricier pour résoudre des problèmes qui lui coûteraient de l'argent. Tant pis si ce cercle familial est un lieu de torture. En imaginant que toutes les affaires qui relèvent du sexisme soient portées devant les tribunaux, il faudrait en créer des centaines pour répondre au flux des plaintes déposées.

Ceci correspond à l'idée du citoyen souverain libre et égal en droit, comme se plaisait à nous le répéter tous les démocrates, dont les intérêts sont soigneusement défendus par une justice égale pour tous. Mais ceci est une vue de l'esprit et une illusion pure et simple dans la plupart des cas. La justice et

le droit sont essentiellement une affaire de rapports de force ou de raison d'état comme on voudra. Que vaut un simple citoyen face à un flic, par exemple ? Combien d'"actes de justice" sont rendus pour des centaines d'humiliations et de violences exercées quotidiennement contre les femmes ?

Troisième point. Ce genre de loi a toujours l'avantage d'être très économique, il est plus facile d'être anti-sexiste en paroles que de construire des crèches gratuites et de prendre toute une série de dispositions pratiques aussi bien au niveau de l'Etat que de l'entreprise qui faciliterait la prise en charge des enfants. Rappelons que les enfants et le ménage sont les deux principales activités qui constituent un handicap pour les femmes, vu le temps qu'il faut y employer.

Quatrième point. L'actuel gouvernement aurait pu en 1981 faire acte d'anti-sexisme en satisfaisant la revendication de l'avortement libre et gratuit. Au lieu de cela, la décision gouvernementale s'est limitée au remboursement de l'IVG sous condition et dans certaines limites. On ajoutera que l'article assurant l'avortement à un crime reste toujours en vigueur dans le code pénal et pourra donc être utilisé ultérieurement. Sans parler du comportement des couches médicales parasitaires et réactionnaires qui compliquent l'application effective de la loi giscardienne de 79. Cinquième point. Certes, cette loi est la reconnaissance institutionnelle tardive et déformée de toute une période de lutte qui a mobilisé le mouvement des femmes pour l'obtention d'une égalité avec les hommes et leur désir de participer à part entière à la vie sociale, économique, politique et culturelle. Mais les conditions qui la font aujourd'hui réapparaître la réduisent à un déchet surgi à la faveur d'un reflux général, qui a marqué les cinq dernières années. Pourquoi un déchet ? Parce qu'elle est en totale contradiction avec toute une série de mesures contraignantes ou bestiales prises par le gouvernement et

son appendice parlementaire (limitation de l'IVG, incitation financière à la natalité, aide au retour au foyer, etc.) et par des habitudes sociales, renforcées par la crise, qui maintiennent l'infériorité sociale des femmes et leur mise sous tutelle dans la famille et dans l'Etat (licenciements prioritaires des femmes, incitation au travail partiel, salaire des femmes vu comme salaire d'appoint, etc.)

Sixième point. Comme on peut s'en douter après tout ce qui vient d'être dit, la politique de la gauche au pouvoir ne peut que consister à canaliser les réactions à sa politique dans des directives qui sont éloignées des intérêts réels des femmes en général et des travailleuses en particulier. Ce qui est visé c'est retarder ou réduire des réactions organisées et encadrer le mécontentement dans un cadre acceptable pour la politique gouvernementale, autrement dit la

défense de l'ordre républicain. Et à l'occasion les réactions les plus caricaturales et les plus réactionnaires de mouvements du type "laissez-les vivre" ne peut qu'aider le gouvernement à faire accepter ses vues comme un moindre mal, par rapport aux autres, par rapport à la droite.

Septième point et conclusion. Cette loi ne peut que contribuer à séparer au sein du mouvement des femmes les éléments bourgeois des éléments prolétariens. Ceux pour qui la reconnaissance formelle du sexisme satisfait leur vision démocratique avec ceux pour qui la lutte contre le sexisme ne saurait se satisfaire d'une loi vague et générale alors que dans le même temps le gouvernement prend des mesures anti-sexistes qui frappent et frappent toujours plus les femmes dans leur droit au travail et à une vie indépendante.

LE SABRE ET LE GOUPILLON

Les évêques de France ont solennellement pris position en faveur de l'armement nucléaire français, le 8 novembre dernier à Lourdes. Le porte-parole de la sainte assemblée a précisé que le dilemme n'était pas entre "la guerre et la non-guerre" mais entre "la guerre et l'esclavage". Le document publié à l'issue de cette réunion condamne "la pression qui s'exerce sur les démocraties occidentales pour les faire entrer dans la sphère d'influence de l'idéologie marxiste-léniniste".

Cette attitude des autorités ecclésiastiques est rien moins que surprenante ou nouvelle. Il y a quelques semaines, tout de suite après l'attentat de Beyrouth, l'archevêque de Paris avait été le premier à déclarer que la France ne devait pas retirer ses troupes du Liban. Et tous les journalistes ont souligné que la déclaration des évêques était dans la droite ligne des positions de Jean-Paul II. La religion reste un auxiliaire précieux du capitalisme. Le regain de militantisme de l'Eglise catholique ne tient pas tant à la personnalité du nouveau pape qu'au besoin pressant que ressent le capitalisme (dans ce cas particulier le capitalisme occidental) de raffermir son contrôle sur les masses et de se lancer dans les préparatifs idéologiques de nouveaux conflits. Dans toutes les périodes de tensions la sinistre alliance du sabre et du goupillon revient au premier plan. Nos "socialistes" et "communistes" le savent bien, eux qui, promoteurs d'une expansion sans précédent depuis longtemps du militarisme,

se bousculent pour baiser l'anneau pontifical à chaque visite du pape en France. Le député socialiste Darinot, président de la commission de la défense au parlement s'est déclaré "agréablement surpris" par ce texte qui est "de nature à renforcer l'esprit de défense au niveau national". M. Gremetz, chargé de la politique extérieure à la direction du PCF, tout en relevant "des appréciations très contestables" (à propos de l'URSS) estime que le texte "rejoint tout à fait la position du PCF" pour ce qui concerne les forces armées et plus pratiquement l'armement nucléaire, "chacun sait" dit fièrement notre national-communiste, "que le PCF a décidé, avec ses partenaires, de doter le pays des moyens nécessaires à sa modernisation: cela est, en effet, aujourd'hui le moyen essentiel pour préserver notre sécurité et notre indépendance".

Le spécialiste militaire du journal "le Monde", estime dans le même numéro du 11 novembre, que "le langage du document des évêques pourrait être celui de nombreux officiers, voire de M. Charles Hernu lui-même..."

Puisse cette union sacrée de toutes les forces politiques autour de l'institution militaire être un encouragement à renouer avec l'anti-militarisme prolétarien ! C'est en tout cas dans ce sens que nous entendons travailler.

La paix c'est l'affaire du Seigneur, notre affaire sur terre c'est de préparer la guerre de classe !

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN!

TCHAD: les enjeux de l'impérialisme français

Le Tchad: un des pays les plus pauvres de la planète. Le PNB (production nationale brute) par habitant le plus bas d'Afrique (équivalent à une centaine de dollars par an) et en recul de 2 à 3 % par an, une dette extérieure estimée au début de 1982 à 221 millions de dollars (presque la moitié du PNB), une infrastructure économique rudimentaire au sortir de la colonisation et ruinée par la guerre civile, les pillages et les gabegies des différentes administrations qui se sont succédées... L'intervention militaire française serait-elle alors vraiment "désintéressée" et les paras ne seraient-ils là que pour "restaurer le droit", comme le répètent sur tous les tons les propagandistes gouvernementaux ?

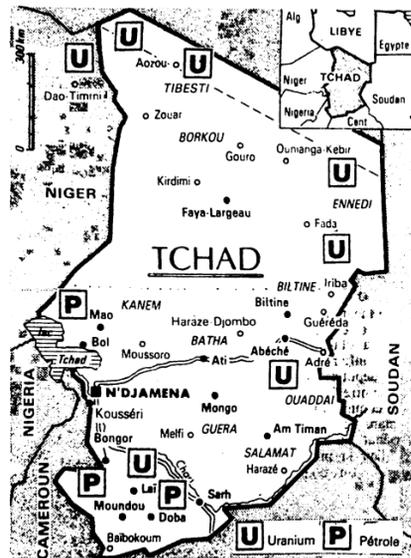
Des intérêts économiques bien réels

Il faut d'abord relever que la famine qui sévit dans une bonne partie du Tchad n'a guère ému les défenseurs du droit: au début de l'année le gouvernement tchadien se plaignait du refus français de prêter des avions ou des moyens de transport pour acheminer l'aide d'urgence en vivres (accordée à la conférence de Genève de novembre) aux régions touchées. Les exactions des partisans de Habré dans le sud n'avaient pas non plus suscité de réactions à l'Elysée. Sans doute la satisfaction des milieux d'affaires sur le retour à la stabilité depuis la victoire de Hissène Habré y trouvait-elle une oreille plus attentive.

En dépit du marasme économique les relations commerciales avaient permis de dégager en 1982 un excédent de 111 millions de francs ("l'Expansion du 12/7/1983). Les troubles continuent dans le nord et le centre du pays ont certes contraint beaucoup de sociétés françaises à y interrompre leurs activités. C'est le cas de Total-Tchad, des grands moulins du Tchad, de Colas, de la CFAO ou de Renault-Tchad, tandis que les sociétés de transports (UTA, SOCOAPO, TRANSCAP, MORY) ont eu des difficultés pour réorganiser les circuits de distribution au sud. En effet, le sud (le Tchad "utile" des colons) n'a été que beaucoup plus superficiellement touché par les désordres. Les grosses entreprises, aux mains de capitaux français, ont continué à tourner, comme les brasseries du Logone ou surtout la Coton-Tchad.

Le coton, qui pousse dans le sud, est la principale richesse du pays; il représente autour de 70 % des exportations et l'essentiel des achats de la France (100 % en 1981).

L'impérialisme français s'est toujours cramponné au sud, y formant même un embryon de classe dirigeante autochtone à laquelle il confia l'administration du pays lors de l'indépendance, attirant du même coup les rivalités ethniques sur lesquelles avait joué la colonisation.



Périodiquement des voix s'élèvent dans les milieux impérialistes en faveur de la partition du Tchad: le Tchad "utile" dans l'orbite française, et le nord, désertique, peu peuplé, sur lequel l'armée française s'est cassée les dents lors de ses différentes interventions, abandonné à la Lybie. De Messmer (ancien premier ministre, mais aussi ancien gouverneur de cette partie des colonies africaines) à Doumeng, "le milliardaire rouge", membre du PCF, PDG du puissant groupe INTERAGA et administrateur de la COFACE (organisme chargé de promouvoir les exportations par des garanties d'Etat), nombreux sont ceux qui verraient ainsi les intérêts français au Tchad ne pas compromettre les bénéfices du commerce beaucoup plus florissant avec la Lybie.

Le gouvernement Giscard-Barre avait même laissé les soldats lybiens descendre jusqu'à N'Djamena sans réagir pour ne pas compromettre l'octroi à une compagnie française de permis de recherche

pétrolière en Lybie.

Mais il y a d'autres intérêts qui s'opposent à une partition du Tchad. Les prospections effectuées par le BRGM indiquent qu'il y a du pétrole et de l'uranium dans le sous-sol du centre et du nord tchadiens. Malheureusement l'absence d'infrastructures (chemins de fer, routes goudronnées, etc) renchérit beaucoup les coûts d'une exploitation éventuelle, l'instabilité chronique fait le reste, c'est ainsi que la raffinerie de N'Djamena attend toujours le voir le jour.

Mais, coïncidence merveilleuse, la fameuse "ligne rouge" dressée par les paras français protège la plupart de ces nouvelles ressources. La "défense du droit" fait bon ménage avec la défense des intérêts économiques !

Cependant le principal obstacle à une partition du Tchad est politique: tous les Etats africains ont hérité de la colonisation des frontières artificielles qui coupent des régions ou des popu-

Les enjeux fondamentaux

Ces considérations ne peuvent expliquer l'intervention militaire directe de Paris. L'histoire récente démontre qu'aucune fraction ne met réellement en péril les intérêts français au Tchad. Tour à tour la France a soutenu puis combattu les diverses bandes armées qui se disputent le pouvoir. Elle accordait 185 millions de francs au GUNT de Goukouni de juin 1981 à mai 1982 pour combattre Habré; puis 93 millions de francs à Habré de juin à décembre 1982 pour combattre Goukouni. Sa politique: appuyer la fraction capable de maintenir un ordre suffisant pour assurer la poursuite des activités économiques les plus profitables, tout en gardant le contact avec les fractions rivales et jouer ainsi les uns contre les autres.

La situation a changé cet été avec l'entrée fracassante des USA dans le jeu. A grands coups de satellites-espions, d'avions-radar, de déclarations tonitrueuses sur le danger lybien, les américains ont fait mine de vouloir ravir à la France son rôle de gendarme de l'Afrique. Après avoir reçu divers chefs d'Etat d'Afrique francophone (Sénégal, Côte d'Ivoire, Zaïre), après avoir envoyé armes et conseillers, Reagan prenait même ostensiblement contact le 8 août avec le Kremlin pour régler l'affaire tchadienne !

La France risque d'être mis définitivement hors-jeu dans sa "zone d'in-

terventions que tout réunit. La politique des Etats s'est donc basée sur un tabou: le respect de ces invraisemblables frontières. Une violation de ce tabou risquerait d'entraîner de proche en proche l'éclatement de ces Etats sur lesquels repose la pénétration et le développement du capitalisme en Afrique.

Le rêve (ou le cauchemar) de la partition du Tchad cède alors la place au projet de fédération, emprunté par Mitterrand à Giscard. Une influence lybienne sur le nord serait ainsi inscrite dans la constitution même du pays, par la reconnaissance de certains droits et certains pouvoirs des populations liées à la Lybie par la race, la langue, la religion et l'histoire. Mais pour donner quelque consistance à ce projet rejeté par tous les intéressés parce que ce ne serait qu'une partition déguisée il ne faudrait rien moins qu'une présence militaire française permanente pour garantir des frontières tout aussi artificielles que les précédentes.

fluence traditionnelle", comme le remarquait avec inquiétude "le Monde", tandis que l'éditorialiste du journal patronal "les Echos" se lamentait: "la France a perdu la partie qu'elle jouait en Afrique Noire depuis l'accession à l'indépendance de ses anciennes colonies (...). Le Tchad se trouve désormais officiellement inclus dans la confrontation Est-Ouest, il a peu ou prou échappé à l'influence de la France qui n'a pas pu ou pas su ramener l'adversaire sur ses bases de départ (...). La France paiera cette erreur très cher dans les années à venir car l'Afrique était le dernier espace où se jouaient sa liberté, son indépendance, son autonomie de décision au sein du monde occidental" ("les Echos", 10/08/83).

En effet, malgré les déclarations de collaboration avec Paris, Washington a effectué la première tentative sérieuse depuis longtemps pour enlever à la France son leadership sur ses chasses gardées africaines. L'ampleur de l'intervention militaire directe de la France, qui paraît hors de proportion avec l'intensité réelle des combats ne peut se comprendre qu'au regard de l'ampleur des enjeux: ce qui se joue, dans le "caillou" tchadien entre Faya-Largeau et Oum-Chalouba, c'est la capacité du vieil impérialisme français de maintenir sa domination sur ses anciennes colonies par l'étalage de sa force.

Les interventions au Tchad

La première intervention de l'armée française eut lieu d'avril 1969 à 1971 pour sauver le régime de Tombalbaye qui se heurtait à une rébellion généralisée; les troupes françaises (qui restèrent en nombre plus réduit jusqu'en 1975) réussirent à infliger de sérieux revers au Frolinat grâce aux techniques de la guerre coloniale: destruction de villages, massacre de populations, atrocités en tous genres. Leur tâche fut facilitée par les divisions internes du Frolinat.

La deuxième intervention, en mars 1978, réussit à sauver momentanément le régime de Malloum (qui avait pris la place lors d'un coup d'Etat de Tombalbaye). Mais incapable de remporter une victoire militaire, la France essaya de s'entendre avec une partie du Frolinat, en l'occurrence la fraction de Habré. Des conseillers militaires français organisèrent alors les FAN (Forces Armées du Nord) de Habré qui devint premier ministre de Malloum. La guerre civile à N'Djaména entre les FAN et les soldats de Malloum commença le 12/02/79. Durant ces affrontements la France prit le parti des FAN, tout en proclamant sa "neutralité". En même temps les troupes françaises laissèrent passer les FAP (Forces Armées Populaires) de Goukouni, autre fraction du Frolinat.

Le résultat de ces manœuvres fut la multiplication des bandes armées et la généralisation des combats.

Les accords de Lagos (août '79) entre les 14 (!) tendances tchadiennes aboutirent à un gouvernement d'union nationale tchadien (GUNT), dont Goukouni était président et Habré ministre de la défense.

En mars '80, la rupture était consommée et des combats violents éclatèrent entre les FAN et les FAP. Ces combats se soldèrent par la défaite des FAN et l'arrivée en janvier '81 des sol-

dat lybiens dans la capitale. Le gouvernement français avait surtout soutenu les FAN.

Dès son arrivée au pouvoir le gouvernement Mitterrand fit pression sur Goukouni pour qu'il demande le retrait des Lybiens. Cela fut obtenu d'autant plus facilement que des heurts opposaient les FAP au CDR du ministre des affaires étrangères pro-lybiens. Le départ des lybiens entraîna une réactivation des FAN (avec l'appui, dit-on, des israéliens et des américains). Malgré la présence d'un contingent de l'OUA, malgré l'aide d'urgence en matériel militaire envoyée par Paris, et grâce aux divisions du GUNT (le CDR refusera de combattre les FAN) Habré s'empara de N'Djaména le 7 juin '82.

Il devenait du même coup "le président légitime du Tchad" alors que Goukouni et le GUNT n'étaient plus que des "rebelle" ou des "insurgés".

Aujourd'hui "la plus importante intervention de la France en Afrique depuis la guerre d'Algérie" (Mitterrand au "Monde" le 17/08/83) vient de secouer le "président légitime" en butte au retour en force du GUNT.

L'aide militaire française, (qui ne s'oppose pas dans un premier temps, à des "discussions" avec des tendances adverses comme le CDR), a commencé réellement dès la perte d'Abéché et s'est amplifiée au rythme des défaites de Habré.

Officiellement, dans un premier temps, seuls des "techniciens civils" accompagnaient ce matériel à des fins d'instruction. Mais il est très vite apparu que ces civils étaient des agents de la DGSE (ex-SDECE), c'est-à-dire des services secrets. Avec ces barbouzes sont venus des mercenaires grassement rétribués, des anciens des réseaux Foccart et Bob Denart, ristemement célè-

bres sur tout le continent (1).

Puis arrivèrent 2 à 3 000 parachutistes israéliens (avec des conseillers militaires israéliens)(2), dont la solde et les fournitures sont payés par la France et les USA.

L'envoi direct de paras français a constitué l'étape suivante de l'escalade. La thèse officielle selon laquelle ces 3 à 4 000 ont pour seul rôle l'instruction des 3 000 combattants de Habré est évidemment absurde, comme le démontre par ailleurs l'installation d'un véritable Etat-major de campagne, et l'importance des moyens engagés: avions Jaguar,

Mirage, ravitailleurs, blindés de différents types, hélicoptères de transport et de combat, armes anti-char ultra-modernes, etc.

Nous ne pouvons prévoir le cours des événements militaires. Quoi qu'il en soit, la 3^e intervention de l'armée française ne pourra, comme les 2 précédentes, qu'apporter de nouvelles épreuves et de nouvelles souffrances pour les masses tchadiennes au seul profit des appétits impérialistes.

- 1) "le Canard Enchaîné", du 31/08 au 6/09.
- 2) "le Matin", 25/08/83.

La France gendarme de l'Afrique

Les interventions militaires "classiques" en Afrique depuis l'indépendance (sauf le Tchad).

Cameroun: De 59 à 64 guerre contre les guérilleros de l'UPC (Union des Populations du Cameroun).

Sénégal: En 61-62, soutien à Senghor.

Congo: En 60-62, répression des émeutes.

Gabon: En 60-62, répression des émeutes. En 64, opposition à un coup d'Etat militaire.

Mauritanie: En 61, répression des émeutes. En 77-78, intervention contre le Front Polisario.

Niger: En 73, répression d'une mutinerie militaire.

Djibouti: Interventions en 76-77 contre l'irréductibilisme Somali.

Zaïre: En 77 et 78 (Kolwezi) interventions contre les rébellions du Shaba.

Centrafrique: En 79 remplacement de Bokassa par Dacko et en 81 remplacement de Bokassa par Kolinga (opérations Barracuda).

Tunisie: En 80 aide à la répression des

insurgés de Gafsa.

Gambie: En 81 transport des troupes sénégalaises.

En plus des interventions "classiques" l'impérialisme français utilise divers moyens: services secrets mercenaires et barbouzes en tout genre:

Nigéria: Support logistique et soutien à la sécession du Biafra.

Angola: En 75 et 76, soutien au FNLA et à l'UNITA, mouvements rivaux du MPLA jugé trop indépendant. Puis organisation du FLEC dont le but est la sécession de l'enclave du Cabinda, riche en pétrole.

Bénin: Echec en 77 d'une tentative d'invasion du pays.

Comores: Renversement en 78 du gouvernement. Ces 2 opérations sont réalisées par les équipes de Bob Denard, le "super mercenaire".

Tunisie: En 80 un haut responsable des services secrets supervise la répression à Gafsa.

Sources: Tricontinental n° 1, 1981. Politique Africaine n°5, 1982.)

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN!

Mitterrand la guerre: bas les pattes du Liban!

Le 17 novembre 1983, le gouvernement fait bombarder, par un raid de représailles au moyen de Super-Etendard, des positions du mouvement islamique dans la ville de Baalbeck au Liban. Le résultat: une cinquantaine de morts et plus de 100 blessés. Cette ignoble opération de gendarmerie militaire a été préventivement justifiée par Mitterrand la veille à la télévision au nom de la nécessité d'un "châtiment justifié et rapide".

La paix des bombes

Comme nous l'avions prévu dans un tract du 28 octobre, destiné à dénoncer toute la propagande patriotique larmoyante et vicieuse visant à présenter les troupes françaises "décimées" lors de l'attentat de Beyrouth le 23 octobre, comme de "braves petits gars" morts pour la paix et la France, le bandit impérialiste français est engagé dans un engrenage qui nécessairement amènera une intensification des actions de représailles et de terreur contre les masses palestino-libanaises.

Une telle action dévoile la nature réelle de la présence française au Liban: une intervention de gangstérisme impérialiste pour établir, derrière le voile écoeurant de proclamations hypocrites sur le besoin d'instaurer une "paix juste", UN ORDRE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE dans une zone stratégique de première importance, agitée par de violentes tensions sociales et politiques. Désormais cela est un fait CLAIR ET INDENIABLE pour tous malgré les mensonges officiels et la campagne d'intoxication permanente menée par les mass-médias et plus généralement par tous les CHIENS DE GARDE (des partis officiels de droite et de gauche jusqu'aux évêques) qui prennent leur patée dans les auges de l'impérialisme français.

Disons clairement les choses:

1) Il n'y aurait pas eu d'attentats à Beyrouth contre les troupes françaises si celles-ci n'avaient pas été au Liban.

2) L'odieuse action de représailles militaire française conduira à une répression accrue exercée par l'Etat français contre les masses palestino-libanaises et amènera l'Etat français à envoyer de plus en plus de troupes et de matériel militaire au Liban.

3) Les troupes françaises ne sont pas au Liban pour défendre la paix. Ainsi quand en juillet 1982 la France est intervenue à Beyrouth pour soi-disant aider au départ des combattants palestiniens, dès ce départ, et CONTRAIREMENT AUX ACCORDS QU'ELLE AVAIT SIGNÉS, les troupes françaises se sont immédiatement retirées. LA FRANCE A AINSI LAISSE LE TERRAIN LIBRE aux sionistes qui ont envoyé les milices phalangistes chrétiennes massacrer près de 2 000 palestiniens à Sabra et à Chatila. Ce massacre n'a été possible que grâce aux manoeuvres du gangster impérialiste français et à celles de ses acolytes US et italien. La France est revenue en septembre 82 à Beyrouth pour soutenir les ACTIONS DE GENDARMERIE ET DE "NETTOYAGE" de l'armée libanaise contre les masses et les combattants palestino-libanais.

La paix pour laquelle prétend lutter l'impérialisme français c'est la PAIX DES BOMBES ET DES MASSACRES contre les masses exploitées et opprimées de la région.

4) Enfin le raid de représailles permet à l'Etat impérialiste français de développer une infecte campagne militariste chauvine et raciste destinée à justifier et à faciliter dans les faits:

- l'intervention militaire au Tchad et en Afrique.

- le renforcement de l'oppression militaire, policière, administrative et économique dans les TOM-DOM.

- le renforcement du DESPOTISME HIERARCHIQUE et de la discipline dans l'armée contre les appelés (voir la répression qui frappe actuellement 3 appelés emprisonnés à Landau).

- le développement d'une politique

de rigueur et d'austérité favorable aux intérêts des capitalistes qui constitue une VÉRITABLE OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS. Alors que d'un côté le gouvernement de gauche impose des "économies" qui détériorent gravement les conditions de vie et de travail des masses ouvrières (baisse des salaires, licenciements massifs, etc.) il n'hésite pas à engager des opérations militaires fort coûteuses dans une sale guerre au service des intérêts de l'impérialisme français.

- le développement d'une campagne

A bas la France impérialiste

La situation est grave et concerne l'ensemble des travailleurs quelle que soit leur nationalité en France. Il faut démontrer DANS LA PRATIQUE que la classe ouvrière et les révolutionnaires se DEMARQUENT TOTALEMENT de la politique militariste et impérialiste de l'Etat français. Nous n'avons rien de commun avec la France impérialiste qui est au contraire notre principal ennemi.

C'est pourquoi il importe que les communistes révolutionnaires internationalistes développent une action multiforme sur plusieurs niveaux.

Il convient d'abord de favoriser le développement d'un mouvement de mobilisation et de lutte contre l'impérialisme et le militarisme français. Ce mouvement doit se développer en regroupant tous les militants révolutionnaires et anti-impérialistes sincères, et au-delà, de plus larges forces prêtes à se mobiliser sur les bases de la solidarité internationaliste et de l'anti-impérialisme militant autour de la revendication: RETRAIT IMMEDIAT ET SANS CONDITION DES TROUPES FRANÇAISES DU LIBAN.

Il convient également de développer une activité dans les casernes contre la terreur et la discipline despotique imposée par la hiérarchie militaire pour conditionner et préparer des opérations de banditisme encore plus vastes.

Il convient également enfin de développer, dans les syndicats comme hors des syndicats, des initiatives de lutte

chauvine et patriotique préparant le futur carnage impérialiste mondial.

- le développement d'une campagne raciste et anti-immigrés. La France impérialiste qui prétend fermer ses frontières aux travailleurs immigrés et contrôler leur entrée pour mieux les exploiter au moyen d'une terreur quotidienne et d'une répression administrative judiciaire et policière va au Liban, au Tchad et en Afrique, déployer une intervention militariste systématiquement orientée contre les masses opprimées et exploitées.

contre le racisme et contre les conséquences économiques et sociales fort coûteuses d'une politique d'agression militaire au Liban, au Tchad et ailleurs qui signifieront INEVITABLEMENT une plus grande austérité donc une offensive contre les conditions de vie et de travail des plus larges masses. Même si le poison chauvin et militariste est efficace parmi de larges couches aujourd'hui, il nous appartient de montrer que le réveil sera pour eux d'autant plus amer demain: hausse des prix, rationnements, licenciements, etc.

Il est certain que l'articulation de telles initiatives multiformes de lutte sera forcément longue et complexe. Mais il importe dès maintenant de tout mettre en oeuvre pour chercher à TRADUIRE DANS LES FAITS des initiatives démontrant la possibilité d'organiser une riposte large et combattante contre la POLITIQUE MILITARISTE et le gangster impérialiste français qui est le seul véritable ennemi des masses ouvrières en France.

EXIGEONS LE RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES FRANÇAISES DU LIBAN ET DU TCHAD !

HALTE AUX INTERVENTIONS IMPERIALISTES !

INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION DES TOM-DOM !

POUR L'ANTI-MILITARISME PROLETARIEN !

CONTRE LE BUDGET MILITAIRE ET LES PREPARATIFS DE GUERRE !

18/11/83.●

Retrait immédiat des troupes françaises du Liban

L'attentat de Beyrouth du 23 octobre 1983 a frappé fort au coeur même du QG américain (où étaient stockés de nombreux appareils militaires sophistiqués) et d'un cantonnement des troupes françaises. Une soixante de soldats français, en majorité des "appelés volontaires" (bénéficiant de très fortes primes) ont été tués.

Si ces soldats sont morts c'est bien parce qu'ils se trouvaient au Liban dans le cadre d'une intervention militaire de l'impérialisme français pour défendre et renforcer un ordre contre-révolutionnaire destiné à museler les masses opprimées de la région. Cette intervention, menée sous le prétexte hypocrite de défendre la "paix", sert en réalité l'asservissement des masses. Elle représente l'opération la plus coûteuse en vies humaines dans laquelle s'est engagé l'impérialisme français (et son dévoué serviteur le gouvernement de gauche) depuis la guerre d'Algérie: coûteuse D'ABORD ET SURTOUT parce qu'elle s'inscrit dans un plan d'oppression, de torture et de massacre développé de plus en plus systématiquement par les gangs-

Non les soldats français ne meurent pas pour la paix !

L'envoi des soldats français avait commencé sous Giscard sous la forme de troupes de l'ONU (FINUL): ils devaient officiellement garantir la paix entre Israël et le Liban. En fait, en 1982, ils laissèrent tranquillement passer l'armée sioniste qui envahissait le Liban et pourchassait les palestiniens. Après l'échec des israéliens devant Beyrouth, les USA et la France (avec l'appui de l'Italie et de l'Angleterre) mirent sur pied une force militaire chargée d'imposer le départ des combattants palestiniens et d'"assurer la sécurité" des civils, en fait de les laisser désarmés. En quelques jours, les soldats français enlevèrent les barricades et les fortifications, déminèrent les rues, fouillant chaque maison à la recherche des combattants palestiniens et libanais. Les américains ont d'ailleurs laissé le boulot à l'armée française, mieux placée et préparée pour le faire. Leur sinistre besogne terminée, les soldats français se sont retirés

ter impérialistes contre les masses palestiniennes et libanaises, coûteuse ensuite parce qu'elle s'inscrit dans une logique qui conduira inévitablement à la mort d'un nombre croissant de soldats du contingent (et pas seulement des légionnaires ou des appelés volontaires) engagés dans une sale opération contre-révolutionnaire. En effet Mauroy, avec la bénédiction de l'archevêque de Paris et le soutien du RPR, a aussitôt déclaré qu'il n'était pas question de retirer les troupes françaises du Liban. Il n'y a alors qu'une seule perspective: de nouveaux morts parmi les masses, les opérations de répression accrues, un accroissement des rivalités entre clans bourgeois et Etats bourgeois, de nouvelles actions de représailles (comme les bombardements effectués par l'aviation française il y a quelques semaines), c'est-à-dire une sanglante escalade militaire.

La mort de militaires français servirait-il au maintien de la paix. Ils seraient les victimes des "forces du mal", comme le dit le Président libanais Gemayel. Qu'en est-il en réalité ?

laissant, quelques heures plus tard, les Israéliens envahir la ville et organiser, par milices chrétiennes interposées, les massacres de Sabra et Chatila.

Revenue ensuite avec les américains pour "protéger la population", l'armée française se signala par son zèle à ratisser les quartiers populaires, n'hésitant pas à arrêter et à remettre à l'armée libanaise les suspects de sympathie pour les organisations palestiniennes ou pour la gauche libanaise. Aujourd'hui encore il y a près de 1 500 personnes "disparues" à la suite de ces arrestations en masse...

Depuis, sous prétexte de consolider le gouvernement "légal" de Gemayel (en réalité chef de l'extrême-droite chrétienne), le gouvernement de gauche n'a cessé de renforcer la présence militaire française au Liban: plusieurs milliers de soldats, la flotte, l'aviation.

Le rôle de cette force, en liaison étroite avec les USA malgré les déné-

gations officielles, est de consolider un ETAT FORT capable de discipliner les masses exploitées et de garantir la présence des impérialismes occidentaux dans une région qui a pour eux une importance vitale. C'est qu'il y a de gros intérêts stratégiques et économiques, notamment pour la France, dans la région: au Liban lui-même (en raison de ce que Mauroy appelle les "liens historiques" qui remontent à l'époque où le Liban était sous mandat français) en particulier dans les banques; et au-delà, l'Irak, l'Arabie Saoudite, les Etats du Golfe Persique. La présence militaire française dans la région vient appuyer la pénétration commerciale et financière par rapport à la concurrence internationale. Par exemple la France est devenue le premier fournisseur de l'Irak en garantissant à ce pays son SOUTIEN TOTAL dans la guerre avec l'Iran (voir l'affaire des super-Etendards). Cette présence servira demain de tremplin pour des interventions dans d'autres pays (il y a quelques années déjà, des commandos de gendarmerie française avaient écrasé une rébellion en Arabie Saoudite).

C'est bien UNE POLITIQUE STRICTEMENT IMPERIALISTE, guidée à la fois par la volonté de maintenir un ordre contre-révolutionnaire et à la recherche de profits, qui fait tomber des soldats français au Liban: une politique qui ne peut qu'entraîner ENCORE PLUS DE VICTIMES aussi bien parmi les masses de cette région qu'on prétend protéger que parmi les soldats envoyés là-bas. Ceux-ci sont alléchés par la promesse mensongère de "servir la paix" et par des primes, mais pourquoi demain n'enverrait-il pas de simples bidasses, comme ceux que Mitterrand avait envoyé en Algérie après 1954? De plus les événements sont habilement utilisés par les forces politiques de tous bords pour ACCENTUER LA MOBILISATION CHAUVINE ET RACISTE ET FAIRE OUBLIER L'AUSTERITE.

Au même moment où en France le gouvernement demande aux travailleurs toutes sortes de sacrifices, où la baisse du salaire réel s'accroît, il n'y a pas d'austérité pour l'armée, au Tchad, au

Liban et ailleurs. Dans tous les cas les seuls bénéficiaires sont les capitalistes, les marchands et fabricants de canons, les grandes firmes nationalisées ou non, tous les intérêts liés à l'impérialisme français.

Il faut lutter sans répit contre le matraquage idéologique assésé par la majorité comme par l'opposition, à la télé comme dans la presse écrite, de Minute à Libération !

C'est par une large mobilisation des travailleurs qu'il sera possible d'arrêter ce déferlement militariste et cette succession d'interventions militaires qui ne peut que déboucher sur des guerres sans attendre l'explosion militaire où il sera encore plus difficile d'agir !

EXIGEONS LE RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES FRANÇAISES DU LIBAN ET DU TCHAD !

HALTE AUX INTERVENTIONS IMPERIALISTES !

INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION DES TOM-DOM !

POUR L'ANTI-MILITARISME PROLETARIEN !

CONTRE LE BUDGET MILITAIRE ET LES PREPARATIFS DE GUERRE !

(Tract du 28 /10/83)●

Il programma comunista N°10

DANS CE NUMERO :

- La testata cambierà : la nostra battaglia continua.
- La prospettiva dell'antimilitarismo proletario e la tattica verso il pacifismo attuale.
- E' possibile una guerra nucleare limitata ?
- La lunga marcia degli imperialismi dalla distensione alla guerra.
- Stato d'emergenza garantismo iniziative di lotta proletaria.
- Materiali sul dibattito interno.
- Arafat, Abu Mussa, che cosa succede nell'OLP ?

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN!

La France, la Libye et les USA

Pour les grands moyens d'information la Libye est un repère de terroristes dirigés par un colonel à demi-fou qui cherche à mettre à feu et à sang l'Afrique et le Moyen-Orient. Cette haine remonte à l'époque (1969) où le nouveau régime Khadafi nationalisait les sociétés occidentales implantées sur place. Depuis, les bénéficiaires de la rente pétrolière ont donné à la politique extérieure de la Libye un poids inespéré pour un pays de 3 millions d'habitants. Cela lui a permis plus d'une fois de contre-carrier les visées des impérialismes occidentaux et d'apparaître ainsi comme le champion de l'anti-impérialisme, du pan-arabisme ou du pan-islamisme.

Cependant, une série assez longue d'échecs diplomatiques conjuguée à l'apparition de difficultés internes (notamment dans une armée pléthorique) dues au tarissement de la manne pétrolière ont conduit le régime lybien à plus de modération, en témoignant le rapprochement spectaculaire avec le Maroc (et la Tunisie) et le lâchage du Front Polisario. Cette modération dans la politique maghrébine de la Libye a d'ailleurs plus inquiété Washington que les rodomontades habituelles de Khadafi. Les USA utilisaient et utilisent toujours à fond la carte du danger lybien pour se poser en défenseurs résolu du statu-quo et en soutien ultime des régimes chancelants. Un accord au Maghreb rendrait inutile l'encombrante

présence américaine au Maroc et en Tunisie. Les USA essayent donc de faire remonter la tension en allant régulièrement provoquer la Libye dans le golfe de Syrte ou en organisant des manœuvres le long de ses frontières. L'affaire du Tchad leur a permis d'enfoncer le clou par une dramatisation des événements, mais jusqu'ici sans grand succès. Le Maroc et la Tunisie ont refusé de condamner ouvertement Tripoli, et l'Égypte, qui ne peut pourtant pas refuser grand chose à Washington, a déclaré vouloir vivre en bon voisinage avec les Lybiens. Les américains, pour qui il est vital d'instaurer un climat d'affrontements pour justifier la présence de ses bases militaires et de sa flotte sur le chemin du Moyen-Orient, soupçonnent Paris de pousser les Etats maghrébins à la réconciliation avec la Libye pour faire pièce à leur influence. C'est aussi dans ce sens qu'il faut analyser le refus français à la réunion de Paris de l'OTAN en juin d'étendre les compétences de l'alliance à la Méditerranée et au Moyen-Orient.

Les relations de la France avec le régime de Khadafi ont oscillé en fonction surtout de l'attitude de ce dernier vis-à-vis de l'Afrique et du Tchad. Mais depuis 1970 (venue de 116 avions Mirage) la Libye a été un gros client des arme-

ments français. Avec la venue de Mitterrand au pouvoir les rapports entre les 2 pays qui s'étaient refroidis après l'annonce d'une fusion Tchad-Libye, se sont considérablement réchauffés. Cela s'est concrétisé par exemple par la livraison de vedettes lance-missiles. De gros contrats portant sur l'achat d'avions "Mirage 2000", de missiles anti-navires, étaient en négociation ces derniers mois. La moitié des 1 800 français qui travaillent en Libye sont des techniciens d'armement, tandis que les 3/4 des 1 200 lybiens en France sont des militaires (600 pour l'aviation, 300 pour la marine).

Les échanges commerciaux sont importants (même s'ils sont inférieurs aux échanges de la Libye avec l'Italie ou l'Allemagne). En 1981, ils étaient 60 fois plus importants que les échanges commerciaux franco-tchadiens. En 1982 les exportations se sont élevées à 2,75 milliards de francs, et les importations (pétrole) à 4,21 milliards faisant de la Libye le 5° partenaire commercial de la France en Afrique. ELF a finalement obtenu 5 contrats de recherche, Renault, Peugeot, Thompson, Dumez, sont les plus actives des 50 sociétés implantées en Libye. La Snias cherche à tourner l'embargo US sur les réacteurs des Airbus qu'elle propose à la Libye...

Les forces françaises en Afrique

Pour le premier semestre '83 les effectifs prévus se répartissaient comme suit : Sénégal: 1 200 hommes; Côte d'Ivoire: 450 hommes; Gabon: 500 hommes; Djibouti: 4 000; plus les 1 500 hommes des forces maritimes de l'Océan Indien.

A ces soldats des forces dites "de présence" (qui stationnent dans des pays liés à la France par un accord militaire), il faut ajouter environ 1 100 hommes en Centrafrique, prélevés sur les forces d'intervention, et 3 350 hommes à la Réunion et à Mayotte ("forces de souveraineté").

Si on y ajoute les 3 à 4 000 soldats envoyés au Tchad, on arrive à un total de près de 15 000 hommes. Et ces chiffres ne comprennent pas les conseillers

militaires servant au titre de l'assistance militaire: ils étaient environ un millier en '81 répartis dans 16 pays africains.

Les soldats envoyés au Tchad sont prélevés sur les Forces d'Assistance Rapide (anciennement: Forces d'Intervention), de même que les 2 000 soldats envoyés au Liban dans la FINUL (Nations-Unies) ou la FMI (Force Multilatérale). Ces forces d'Assistance Rapide comprennent 25 000 hommes de l'armée de terre, les moyens de la marine (en particulier les porte-avions, transports de troupes navires de débarquement) et des moyens aériens.

Il semble qu'on approche aujourd'hui avec les engagements au Tchad et au Li-

ban, (envoi d'une partie de la flotte de la Méditerranée en plus du contingent à terre), des limites opérationnelles de ces "forces d'assistance". La réorganisation de l'armée décidée ce printemps avec l'accent mis sur l'amélioration de la marine et la création d'une Force d'Action Rapide plus nombreuse, mieux armée, vise à surmonter les handicaps actuels de l'outil militaire de l'impérialisme français.

Lorsqu'on voit que ces "handicaps" ne semblent guère modérer ses ambitions belliqueuses, on réalise la responsabilité qui repose sur les prolétaires français pour s'opposer aux guerres actuelles et contre-carrier les préparatifs des guerres futures de leur propre impérialisme.

solidarité avec les masses palestiniennes

(Suite de la page 1)

objectivement besoin de tisser des liens avec les masses locales), et donc inévitablement avec les différents Etats impérialistes qui appuient ces derniers. Une telle orientation s'est de plus en plus accompagnée d'une corruption largement répandue dans la pratique du Fatah et d'une attitude qui dans les faits utilisait l'énergie de lutte de ses militants pour maintenir les masses palestiniennes A L'ECART des masses des pays où elles se trouvaient ce qui est particulièrement vrai pour le Liban.

Les "dissidents" d'Abou Moussa même s'ils avaient raison de s'opposer à la corruption du Fatah n'ont cependant pas su ou pas pu articuler le besoin de développer une lutte armée radicale avec une LIGNE STRATEGIQUE SOLIDE RELLEMENT INDEPENDANTE ce qui supposait la recherche systématique d'une authentique union dans le combat des masses palestiniennes et libanaises ainsi qu'OBLIGATOIREMENT une réelle autonomie d'action par rapport aux Etats arabes notamment le gendarme syrien.

L'Etat syrien a démontré sa collusion objective avec le sionisme, comme nous n'avons cessé de le proclamer, dans son action pour museler les capacités de lutte des masses palestiniennes, ce qui représentait et représente toujours la condition mise en avant par le gangster US pour associer la Syrie à l'élaboration d'une solution contre-révolutionnaire au Proche-Orient. Le problème fondamental n'était et n'est donc pas celui d'une guerre irréversible entre Israël et la Syrie mais la recherche d'une convergence (ce qui n'exclut pas des affrontements ponctuels et localisés, la violence étant l'accoucheuse de l'histoire, est-il besoin de le répéter) dans la détermination commune à ces 2 Etats d'intervenir comme gendarmes locaux. Ainsi, pour radicaliser la situation au Proche-Orient, le problème pour les masses palestiniennes et autres n'est pas de rechercher à jouer l'un de

ces Etats contre l'autre mais bien une LIGNE D'ACTION ET DE COMBAT INDEPENDANTE fondée sur l'union réelle des opprimés et des exploités en dehors de tout compromis avec les forces institutionnelles et étatiques bourgeoises.

La revendication nationale palestinienne (qui passe par la recherche d'un Etat conquis par la force) du moment qu'elle s'appuie sur une telle lutte de masse et qu'elle s'intègre dans la perspective d'une révolution permanente et d'orientation anti-impérialistes prolétariennes, permet de contribuer à lier la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël à la lutte pour la destruction révolutionnaire de tous les Etats arabes de la région. Cette revendication est un LEVIER permettant de favoriser l'extension de l'explosion révolutionnaire émancipatrice des masses de la région.

La situation exige des révolutionnaires en France que parallèlement au travail d'élaboration d'analyses politiques claires en vue de préparer l'arme-

ment politique stratégique et tactique d'une lutte indépendante et l'indispensable liaison avec les noyaux politiques révolutionnaires qui se dégagent parmi les combattants palestiniens, se développe un travail inlassable de SOLIDARITE INTERNATIONALE ACTIVE avec les masses palestiniennes. Un tel travail suppose une double action: action pour dénoncer et contrecarrer les manœuvres du gangster impérialiste français qui, au-delà des rivalités partielles, veut contribuer aux côtés de tous les impérialismes, du sionisme et des Etats arabes, à l'étranglement des masses palestiniennes et des masses opprimées de la région; action pour développer UN SOUTIEN REEL aux masses palestiniennes soumises, plus que jamais, à une oppression bestiale et à leur lutte pour briser le joug féroce qui les exploite. Plus que jamais donc ce qui est à l'ordre du jour c'est une SOLIDARITE INTERNATIONALE ACTIVE avec la lutte des masses palestiniennes et au-delà, de toutes les masses du Proche-Orient, en vue de la révolution prolétarienne.



Aujourd'hui comme hier

A Beyrouth le 24 octobre 1983 ou au Parlement en 1954 le ton de Mitterrand n'a pas changé. Rappelez-vous, à propos de l'Algérie ce que disait Mitterrand, jeune ministre de l'Intérieur, après avoir donné son accord à Jacques Chevalier (secrétaire d'Etat à la Défense) pour l'utilisation du napalm: "Tous ceux qui troubleront le calme et agiront en faveur d'une sécession seront frappés par tous les moyens, ainsi que leurs complices. Il n'est pas admissible qu'un citoyen se révolte. Comptez sur le gouvernement et sur moi".

On voit donc que derrière la scène brillamment éclairée où trônent le droit, la justice, la lutte contre le totalitarisme, et les autres figures de l'image démocratique, s'affrontent en coulisses les impérialismes, "alliés" ou non, pour des parts de marchés, des zones d'influence, la main-mise sur des matières premières. Ces heurts, inséparables de la vie du capitalisme, gagnent en intensité et en étendue parallèlement aux ravages de la crise économique. Mais ils ne sont encore que les prémisses de l'affrontement généralisé débouchant sur une nouvelle guerre mondiale pour le repartage du monde si le prolétariat ne met pas fin à temps au capitalisme mondial.

OCTOBRE 1983

LE PROLETAIRE

organe du parti communiste international

Spécial Prix: 3 FF
Immigration n° 375

POUR L'UNION COMBATTANTE

DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRES !

La politique de la bourgeoisie française envers la classe ouvrière immigrée, sous l'égide de la gauche aujourd'hui, ne fait que se durcir, rendant les conditions de vie des immigrés de plus en plus instables et précaires. Cette politique de la gauche s'inscrit dans une parfaite continuité avec la politique menée hier par Giscard et consort, car c'est la politique unique du capitalisme.

Face à la crise et au chômage, la bourgeoisie est impuissante face à la classe ouvrière, sa seule puissance est de diviser pour mieux régner. Sa hantise c'est une classe ouvrière unie, combattant au coude-à-coude l'ennemi commun. Cette hantise c'est aussi celle des appareils syndicaux, Talbot en a montré une dernière preuve.

Les conditions pour la renaissance d'une large lutte de classe passe aujourd'hui par un combat sans concession contre l'utilisation du racisme comme facteur de division des prolétaires.

C'est pourquoi dans le dernier journal, "Pour l'union combattante des travailleurs immigrés et français", nous avons accordé une place importante à la dénonciation du racisme et l'utilisation qu'en fait le gouvernement de gauche pour diviser la classe ouvrière, ainsi qu'à l'analyse des questions politiques et tactiques dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

Enternasyonalist Proleter

Enternasyonalist Komünist Partisi

No: 4 - EYLÜL 1983 FİYATI: 1 DM / 1 ₺ / 50 TL

DÜNYADA BİR HEYULA KOL GEZİYOR: KOMÜNİZM HEYULASI !

TÜRKİYE'DE BURJUVA DİKTATÖRLÜĞÜ KARŞI.
DEVİRİMCİ PROLETARYANIN YENİ SAVAS NARASI.
"TEKRAR GELECEĞİZ VE YENECEĞİZ !"
OLACAKTIR.

Bu dergi Türkiye'de İstanbul'da yayınlanmaktadır. Komünist Enternasyonalist Partisi'nin yayıncılığıdır. (Türkiye'de 1971'den beri yayınlanmaktadır.) Enternasyonalist Komünist Partisi'nin yayıncılığıdır. Enternasyonalist Komünist Partisi'nin yayıncılığıdır. Enternasyonalist Komünist Partisi'nin yayıncılığıdır. Enternasyonalist Komünist Partisi'nin yayıncılığıdır.

IMPERIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE ET DU LIBAN!

L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS

Lier la lutte contre l'impérialisme français à la lutte contre l'offensive bourgeoise

(Suite de la page 1)

La lutte sera également difficile car elle devra, pour se développer efficacement apprendre à articuler une riposte contre la politique du gouvernement de gauche sur plusieurs fronts simultanément: la politique militariste et impérialiste qui concerne en premier lieu le Tchad et le Liban, l'oppression colonialiste et impérialiste dans les DOM-TOM, la politique chauvine et raciste de contrôle de l'immigration menée par le gouvernement qui FAVORISE DIRECTEMENT les attentats racistes et les déclarations hystériques de la droite, la politique de répression policière et judiciaire accrue par laquelle l'Etat se blinde pour mieux se préparer à briser toute velléité de lutte prolétarienne, la politique de restructuration industrielle et d'austérité financière et sociale avec son cortège de licenciements, de chômage, de diminution de salaire, d'exploitation forcée accrue, la politique militariste renforçant le despotisme hiérarchique dans les casernes, etc.

Une telle articulation s'impose d'autant plus que l'Etat français pour

faire face aux effets de la crise économique mondiale et préserver voire consolider les privilèges capitalistes en France est de plus en plus obligé, en raison notamment de la "mondialisation des échanges et de la production" d'intensifier ses actions de gangstérisme impérialiste prioritairement en Afrique et au Proche-Orient. En effet, comme nous l'avons déjà montré dans ces colonnes, l'industrie française est dans de nombreux domaines peu performante en raison d'une faible productivité ce qui la rend dépendante de concurrents plus compétitifs et plus agressifs comme la RFA, le Japon, les USA et bien d'autres et constitue un handicap certain. C'est pourquoi le gouvernement de gauche a préparé pour 1984 des plans de licenciements massifs (dans l'automobile, la sidérurgie, les chantiers navals, les charbonnages, etc.) afin de "dégraissier" l'économie et la rendre plus compétitive. Tout le problème étant de trouver le meilleur moyen d'appliquer ces remèdes capitalistes sans risquer des explosions sociales d'envergure; problème qui heureusement représente pour lui un véritable casse-tête chinois et ne compte pas de solution miracle automatique, ce dont il faut se réjouir !

Mais en même temps les faiblesses de l'appareil productif capitaliste français conjugués avec une grande dépendance dans le domaine des matières premières et de l'énergie obligent la France impérialiste à renforcer sa présence, donc sa politique d'oppression, dans les pays du Tiers-Monde, à commencer par les

anciennes colonies ou les ex-mandats de l'"Empire français". Une telle politique expansionniste et militariste a pour objectif de faire œuvre de gendarme contre-révolutionnaire pour briser les luttes des masses dans les zones stratégiques pour l'impérialisme français, de consolider et d'élargir les zones d'influence politique et militaire de la France, d'obtenir des avantages matériels économiques et financiers par une exploitation des masses et des richesses d'Afrique et du Proche-Orient mais aussi des DOM-TOM.

A cet égard comme nous le démontrons dans ce journal le gouvernement de gauche intervient comme le digne héritier de Giscard-Barre, les dépassant même dans le domaine du militarisme et du chauvinisme: une telle orientation permettant de surcroît de rechercher sur le plan de la politique d'intervention extérieure un CONSENSUS INTERIEUR au nom de l'abjecte défense du drapeau français.

Cependant une telle politique de brigandage et de rapine comporte inévitablement un effet boomerang: le coût énorme des opérations militaires aggravé par la courageuse lutte des masses libanaises ou par l'exacerbation des contradictions locales comme c'est le cas au Tchad et ailleurs ne peut que conduire à exercer une pression encore plus forte contre les masses ouvrières en France.

Une telle offensive suppose de la part de la bourgeoisie et de son Etat une tentative de diviser les travailleurs en frappant au départ plus fort les travailleurs immigrés et en prépa-

rant de la sorte un plus facile musèlement de l'ensemble de la classe ouvrière en France.

Comme on peut le voir pour les communistes révolutionnaires internationalistes le développement de la lutte des classes en France est lié à l'INDISPENSABLE ARTICULATION entre le combat contre l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes et le combat contre la politique de rapine militariste et impérialiste de l'Etat français. Le rôle des révolutionnaires est aujourd'hui de participer activement (dans la mesure de leur force) aux luttes d'intervention en les poussant au maximum de leurs potentialités, en cherchant à favoriser l'émergence sur tous ces fronts de noyaux combattifs de manière à ce que, même si au début ces noyaux sont limités, ils puissent gagner l'indispensable maturité et l'expérience susceptible de renforcer qualitativement et quantitativement les perspectives de combat, en œuvrant pour articuler de façon toujours plus étroite ces différents fronts de lutte les uns aux autres. Cela suppose un effort intense pour élaborer des orientations d'intervention politique claires dont les couches toujours croissantes puissent s'emparer et une pratique militante diversifiée dont la cible cependant est unique: la France impérialiste et capitaliste qui sévit contre les masses. C'est à ce prix et à ce prix seulement qu'il sera possible de regrouper des forces combattives capables de préparer et de développer EN PRATIQUE une riposte efficace dans la perspective d'une REELLE POLITIQUE DE LUTTE PROLETARIENNE ALTERNATIVE contre notre principal ennemi: l'impérialisme français. ●

Changer pour devenir

(Suite de la page 1)

d'une ligne politique et tactique susceptible de relier effectivement les tâches présentes aux tâches futures; développer conjointement une activité extérieure à caractère de parti pour répondre, dans la mesure de nos forces, aux différentes sollicitations présentes sur les différents fronts de lutte secrétés par la lutte de classes. Malgré les divergences apparues en France le noyau qui s'est chargé, dans les faits, de la responsabilité politique du journal s'est efforcé, avec ses très faibles forces, de développer une ACTIVITE DE PARTI notamment pour dénoncer l'action de notre impérialisme au Tchad et au Liban et pour intervenir sur le terrain de l'immigration et plus précisément de la lutte antiraciste. C'est pourquoi nous publions dans ce journal 3 tracts qui constituent un des aspects de notre effort d'intervention en tant que parti politique (cela ne signifie pas que les autres groupes de militants ne sont pas intervenus à travers des regroupements ou des comités ouverts au titre de militants individuels). Il apparaît en tout cas que les désaccords de fait, même s'ils n'ont pas encore abouti à une expression claire et complète imposent une indispensable clarification.

Ces divergences se sont conjuguées avec le développement de désaccords également survenus en Italie, désaccords qui ont abouti à la séparation publique entre d'une part des camarades regroupés autour du Comité Central qui contrôle le journal Il Programma Comunista (journal qui à partir du mois de février prendra le titre Per Il Comunismo en raison du caractère administratif qu'a pris la séparation) et les signataires d'une déclaration qui ont l'intention de reprendre le titre d'Il Programma Comunista. Il apparaît qu'une telle séparation en raison de la manière dont elle s'est déroulée a de fait représenté une désorganisation supplémentaire de notre ancien réseau international, ce qui explique également le retard dans la publication de ce numéro. Pour notre part en effet nous déplorons que la séparation se soit déroulée au terme d'une logique concernant spécifiquement et EXCLUSIVEMENT les problèmes débattus par les camarades en Italie sans que la discussion et la confrontation politiques n'aient été menées dans un cadre interne international. Cela est d'autant plus dommageable qu'au-delà de leur forme particulière les questions soulevées concernent l'ensemble des militants.

De plus cette séparation ne s'est pas déroulée d'une manière qui permette d'établir des lignes claires et solides de démarcation COMPLETE permettant de constituer les bases d'une reconstitution valable au-delà de préoccupations locales ou nationales. C'est pourquoi nous avons décidé de mener un travail de confrontation politique avec toutes les parties en présence (en Italie, en France et ailleurs) qui sont restées dans le PCI à la suite de l'éclatement d'octobre 82 dans le but de faire aboutir une clarification politique et tactique complète qui est la condition indispensable de toute reconstitution solide qui ne soit pas partielle, donc condamnée à s'effriter à la moindre confrontation avec la réalité.

Aussi avons-nous décidé, à titre provisoire (mais aussi longtemps qu'il sera nécessaire) de publier ou de faire connaître à nos lecteurs les différentes positions EN Y APPORTANT CHAQUE FOIS NOTRE PROPRE REponse. Il faut passer par cette étape pour permettre dans une perspective réellement internationaliste et internationale, la reconstitution d'un noyau de parti sur des bases politiques les moins partielles et incomplètes et les plus claires possible. Il s'agit en même temps de démontrer en pratique à nos lecteurs, par les réponses que nous chercherons à apporter aux diverses positions qui s'expriment (et qui sont celles de militants issus du PCI sous son ancienne forme) notre capacité à dépasser la crise qui nous a secoués, ce qui est aussi, comme nous le disions dans la lettre aux lecteurs publiée dans le Prolétaire de novembre 1982, une manière, notre manière, de contribuer à l'indispensable travail d'armement politique auquel est confronté le mouvement ouvrier, en vue de jeter les bases d'un véritable parti d'action révolutionnaire susceptible de s'instruire du mouvement de la lutte de classes pour l'instruire et le guider sur le chemin de la révolution. La réalité nous a mis à rude épreuve, à nous d'affronter cette épreuve ! Pour cela nous comptons également sur nos lecteurs afin qu'ils nous épaulent en nous envoyant leur contribution pour nous pousser à compléter et à préciser nos analyses politiques, pour utiliser notre journal dans le cadre de cercles de discussions, pour le diffuser autour d'eux et pour préparer dès aujourd'hui les conditions permettant une intervention politique plus incisive. Faute de place c'est dans le prochain numéro que nous apporterons une analyse plus complète concernant la crise et notre réponse aux différentes positions exprimées. ●

AVIS AUX LECTEURS

En raison du retard dans la réparation de notre journal et faute de place nous développerons une analyse approfondie concernant la formidable lutte des masses marocaines ainsi que la courageuse grève de Talbot-Poissy dans le prochain numéro du Prolétaire qui paraîtra désormais avec une périodicité de 2 mois. Notre détermination est grande à poursuivre la publication de notre jour-

nal conçu comme un instrument de bataille politique contre l'ordre capitaliste et impérialiste et de clarification politique en vue de la reconstitution du PCI sur des bases politiques solides. Cela ne doit pas empêcher, bien au contraire, les lecteurs à nous soutenir en participant à la campagne d'abonnement que nous allons lancer et en nous aidant financièrement.

Après Budapest, c'est au tour de Bucarest

Dans le soi-disant monde socialiste, la palme du réformisme revenait jusqu'ici à la Hongrie, même en ce qui concerne la rémunération du travail. Mais une expérience séculaire a montré qu'il suffit qu'un pays lance un plan de réformes — aujourd'hui nécessairement placé sous le signe de l'appel à la "responsabilité ouvrière" pour ce qui concerne les demandes salariales — pour que s'ouvre une course-poursuite générale où chacun rivalise non seulement par la rapidité de l'allure mais aussi par l'astuce et l'originalité des solutions tactiques.

C'est ainsi qu'on lit dans "le Monde" du 7 septembre que l'heureuse Roumanie de Ceaucescu a introduit le 1^{er} du mois, un nouveau et original système de rétribution de la force de travail qui consiste avant tout à laisser au salaire pleine et complète "liberté" d'osciller suivant le degré d'exécution du plan, de la qualité ou des défauts de la production, de l'économie ou des gaspillages d'énergie et de matières premières, et naturellement de la bonne ou mauvaise commercialisation des produits, il consiste, autrement dit, à renforcer la discipline et le sens des responsabilités dans le travail, en "permettant" à la partie dite "variable" du salaire, (primes de production et autres) de passer dans chaque unité de production des 24 % actuels à 27 %, et en laissant la partie "fixe" (c'est-à-dire la rétribution tarifaire) croître ou diminuer "selon les résultats globaux de chaque atelier et aussi en fonction des résultats individuels": donc, pratiquement, en supprimant le salaire minimum garanti.

Il s'agit, en second lieu, de conclure avec les travailleurs "un contrat personnel" grâce auquel l'ouvrier souscrit par avance à tout ce qu'on pourra

lui imposer de faire pour le bien supérieur de la nation et de l'entreprise; et comme si cela ne suffisait pas, on introduit pour celui qui entre dans une usine une période de 5 ans de "stage" durant lequel il ne recevra que la moitié des "sommes qui pourraient lui revenir sur les bénéfices sous forme de prime", le reste "sera retenu et placé pour lui sur un compte d'épargne (non rémunéré)". Et s'il lui vient la fantaisie de "quitter l'entreprise" avant la fin de son soi-disant "stage", non seulement il perdra cette somme, mais il devra en plus "rembourser les frais de formation" engagés par l'entreprise.

Il s'agit enfin, d'un côté d'accorder des augmentations de 20 à 30 % dans la rétribution des personnels travaillant pour l'exportation (qui rapporte à l'Etat "socialiste" des devises fortes), à condition bien entendu que le plan d'exportation ait été accompli et si possible dépassé, et de l'autre de réduire le personnel "semi-productif" (affecté par exemple à l'entretien) et "administratif" de l'entreprise au nom du principe sacro-saint de la réduction la plus forte possible des coûts, et de destiner le personnel "excédentaire" à "une autre activité" non définie, dans la même entreprise ou ailleurs avec l'obligation d'accepter de bon gré la nouvelle occupation "sous peine de perdre les avantages acquis".

Nous faisons grâce au lecteur prolétarien des autres délices concernant la "retraite-vieillesse" et "les primes d'ancienneté", il nous est désormais possible de conclure: Ceaucescu ne parle certes pas une langue slave, mais qu'on nous coupe le cou si tout cela n'est pas du stakhanovisme, et si le stakhanovisme n'est pas une variante de la dorénavant omniprésente austérité. ●

SOUS LA COUPE DU CAPITAL

Tunisie: les masses font reculer la bourgeoisie

Lors des traditionnelles rétrospectives de fin d'année, les journaux officiels n'avaient pas manqué d'étaler leur satisfaction en soulignant les "performances" de l'économie: 4,5 % d'augmentation de la production, une inflation limitée à 5,5 % (en réalité plus du double), etc. Ils se félicitaient des progrès de la démocratisation (marquée par le récent congrès du MDS de l'ancien premier ministre Mestiri où l'on avait chanté les louanges de Bourguiba) qui avaient permis de "détendre le climat politique". Symboliquement, une réception était donnée à la Bourse de Tunis pour fêter "dans la liesse générale" le "bilan remarquable" de l'année écoulée: tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes bourgeois.

Mais le dernier coup de la bourgeoisie, l'augmentation brutale des prix des produits céréaliers (de 70 à 120 % pour le pain) n'est pas passé aussi facilement que l'escomptaient les dirigeants. Tout avait été pourtant prévu pour faire passer la pilule. Depuis des semaines les médias avaient organisé une campagne sur le "scandale" du pain qui était jeté dans les poubelles ou servait à nourrir les animaux. L'opposition, UGTT en tête, avait fait connaître sa "compréhension" devant une mesure "inévitable"... tous ces messieurs avaient oublié de demander leur avis aux travailleurs et aux masses tunisiennes. Il faut savoir que pour la plupart des tunisiens le pain et les céréales représentent l'essentiel de l'alimentation. 60 % des calories de la ration alimentaire moyenne viennent des céréales (c'est le signe d'une carence en protéines alimentaires), 75 % des ménages consacrent plus de 10 % de leur budget à l'achat du pain et des céréales. Ces chiffres augmentent évidemment pour les couches les plus pauvres de la population, mais la bourgeoisie n'a jamais hésité à affamer les masses si elle pense le faire impunément.

A sa grande surprise, dès l'annonce de ces mesures, des manifestations et des émeutes éclatent dans le sud et, malgré une féroce répression, gagnent les principales villes et la capitale elle-même. Les bourgeois répondent en décrétant l'état d'urgence et en faisant intervenir l'armée contre "des chômeurs, des oisifs et des éléments hostiles". Mais comme les injures ou les calomnies (complaisamment reprises par la presse internationale, "Le Monde" en tête), pas plus que la répression ne suffisent à dénouer la crise, le gouvernement, tout en déclarant qu'il n'est pas question de revenir sur les hausses de prix, cherche à manœuvrer: en s'appuyant sur les bonzes syndicaux. Mercredi 4 janvier, 6 jours après le début des premières manifestations, Habib Achour laisse entendre que l'UGTT pourrait déclencher une grève de protestation contre les augmentations. Le lendemain, à la suite de soi-disant

négociations avec les autorités, il annonce que des "résultats bons et positifs" ont été obtenus: les actions de protestations ne se justifient plus.

Pendant cette grossière manœuvre ne réussit pas à empêcher la poursuite des émeutes; malgré l'état d'urgence l'armée court le risque d'être débordée. Aussi la bourgeoisie est-elle finalement contrainte à annoncer par la bouche de Bourguiba l'annulation des hausses.

AU BOUT DE 8 JOURS DE LUTTE, LES TRAVAILLEURS ET LES MASSES ONT CONTRAINT LA BOURGEOISIE A BATTRE EN RETRAITE. Qu'on ne s'y trompe pas: la foule qui, vendredi, clamait sa joie à Tunis, n'acclamait pas le despote mais fêtait sa victoire. Cette victoire qui a été chèrement acquise (les morts se comptent par dizaines, les blessés par centaines, les arrestations par milliers) servira d'exemple pour les travailleurs du Maghreb qui supportent des plans d'austérité plus rigoureux les uns que les autres comme pour les travailleurs du monde entier sur qui la bourgeoisie fait retomber le poids de la crise.

En Tunisie même, les travailleurs ont pu se rendre compte de ce qu'ils peuvent attendre de la "démocratisation": des balles à la place du pain. Ils ont vu à l'œuvre l'opposition et les chefs syndicaux: tous unis pour défendre l'ordre établi. Ils ont constaté l'alliance de toutes les bourgeoisies contre eux, de Kadhafi qui dès lundi proposait au gouvernement tunisien son "aide" pour faire face à la situation, au premier ministre algérien téléphonant à M'Zali: "nous sommes avec vous. Nous surveillons les frontières. Nous sommes pour la stabilité de la Tunisie" (1) (le voilà le "grand Maghreb"!), jusqu'à Mitterrand qui a envoyé un message de soutien à Bourguiba.

Ils ont surtout éprouvé leur force dès lors qu'elle s'exerce en dehors de l'influence paralysante des réformistes et des bureaucrates et sur le terrain de l'action directe. Il leur reste à poursuivre cette première victoire en arrachant la libération de tous les emprisonnés, les secours aux blessés et aux familles des victimes. Il leur reste à se préparer aux combats futurs (la bourgeoisie doit déjà songer à sa revanche) pour les revendications immédiates sur les salaires comme pour le renversement de l'ordre capitaliste. Et pour cela il faudra allier la spontanéité et le courage à l'organisation prolétarienne; c'est à cette tâche que nous appelons les travailleurs d'avant-garde pour qu'ils ne soient pas frustrés de leur victoire mais que cette dernière soit au contraire le gage de victoires futures.

7/01/1984.

1) "Le Monde" du 7/01/1984.

Israël: dollarisation réelle et indépendance fictive

L'invasion israélienne du Liban pendant l'été 83 se solda par une victoire des armées sionistes, mais ce fut loin d'être la promenade militaire qu'escomptaient les généraux israéliens. La résistance héroïque des combattants palestiniens et libanais malgré l'écrasant rapport de forces, la guérilla qui se poursuit encore dans les territoires occupés ont causé des pertes sévères aux envahisseurs. Mais elles ont infligé des coups tout aussi rudes à l'économie israélienne.

Pour résoudre les problèmes économiques, qui se transformaient en véritable "krach" financier début octobre, les services du ministère des finances de Jérusalem avaient mis au point un plan d'austérité basé sur la "dollarisation" de l'économie: le dollar serait devenu la monnaie officielle du pays.

La révélation de ce plan entraîna une tempête politique en Israël: c'en était fini de l'indépendance nationale, on allait inféoder Israël aux USA... Conscient de toucher un sujet tabou, le gouvernement renonça à son projet et le ministre des finances dut démissionner.

Mais l'épisode montre la nature réelle des liens entre Jérusalem et Washington. Comme l'explique un conseiller à l'ambassade d'Israël en France, l'économie israélienne est déjà dollarisée: "une bonne partie du budget israélien est conçu en dollars: environ 25 % des dépenses, surtout celles liées à l'armement, sont pensées et payées en dollars, même si leur expression finale, dans le budget est exprimée en shekels (monnaie israélienne)" (1). Le dollar est d'ailleurs la monnaie utilisée pour les transactions importantes.

La dépendance économique de l'Etat hébreu par rapport aux USA (qui ne signifie pas identité absolue d'intérêts) se lit dans les chiffres. En effet, contrairement à ce que s'imaginent de naïfs antisionistes, le soutien d'Israël ne repose pas sur les communautés juives mais bien sur l'impérialisme, et en premier lieu l'impérialisme américain. L'aide des communautés juives est depuis quelques années largement dépassée par l'aide des Etats-Unis (2). En 1982 Israël a reçu 2,6 milliards de dollars du gouvernement US contre 1 milliard de dons de l'appel juif et de bons de l'Etat hébreu, encore faut-il dire que la plupart de ces dons et bons sont souscrits aux USA où ils bénéficient de dégrèvements fiscaux.

Pour avoir une idée plus nette de l'aide américaine il faut ajouter à l'aide officielle qui a servi à financer 37 % du budget de défense israélienne en 82 (3), l'aide officielle extra budgétaire (notamment en ce qui concerne les contrats d'armement), les financements privés, et divers types d'aide indirecte.

On peut estimer que l'aide extérieure, américaine pour 75 à 80 %, finance la moitié du PNB israélien (4).

Des mesures d'austérité sont cependant indispensables étant donnée la débâcle économique et bien que les dirigeants sionistes craignent "que des mesures substantielles d'austérité pourraient susciter l'émigration d'Israël et entraîner la colère des travailleurs" (5). Un déficit de la balance des paiements de 5,2 milliards de dollars, une dette extérieure de 21 milliards de dollars (soit le record mondial par habitant) dont 13 ou 14 vis-à-vis des USA, une inflation de 160 %. La dette (la partie connue officiellement) est égale au PNB du pays (dont la moitié vient de l'aide extérieure, rappelons-le). En 82 les réserves en devises correspondaient à 2 semaines d'importation et il semble que la situation ait empiré depuis; virtuellement seule l'aide extérieure permet de payer les importations au jour le jour (6).

On vérifie ici ce que nous avons toujours soutenu: c'est la lutte des masses palestiniennes et arabes qui, en portant des coups aux armées sionistes, pourra ébranler l'Etat-colon et briser l'union sacrée derrière le sionisme, permettant ainsi qu'une fraction significative du prolétariat renonce au "privilege juif" pour se solidariser avec les prolétaires et les exploités de la région.

Mais, inversement, tant que l'impérialisme pourra garantir grâce à l'aide à l'Etat hébreu, des avantages substantiels à la population juive, il serait vain d'attendre que se rompe l'alliance des classes en Israël. La lutte anti-impérialiste résolue dans les métropoles est donc la meilleure aide que peuvent apporter les prolétaires aux masses exploitées de la région et elle est en outre la condition de l'unification réelle des rangs ouvriers y compris ici; encore faut-il qu'elle évite de se laisser fourvoyer dans les impasses par des forces anti-impérialistes sans doute "généreuses" mais stériles parce qu'elles n'arrivent pas à dépasser l'horizon bourgeois radical, et qu'elle soit donc fondée sur des bases et utilise des méthodes de classe.

1) "Libération", 14/10/83.

2) "Les fonds extérieurs d'Israël", (Economica 82).

3) "Merip Reports", septembre 83. Selon la CIA Israël voudrait que les USA financent la moitié de son budget de la défense.

4) 6) "Revue d'études palestiniennes" n° 9.

5) "Merip Reports", septembre 83, il s'agit de l'étude d'un rapport officiel du congrès américain.

Les travailleurs portugais sous les griffes du FMI

Le gouvernement socialiste de Mario Soares vient d'arrêter un plan de "redressement économique", "sous l'égide du FMI" (comme l'écrit "le Monde" du 11/10/83), c'est-à-dire un plan qui satisfasse les intérêts des milieux financiers internationaux. C'était la condition pour que le FMI accorde un prêt destiné à financer une partie du déficit de la balance des paiements du Portugal et pour que le gouvernement puisse entamer, en pas trop mauvaise posture, des négociations avec un groupe de banques américaines, ouest-allemandes et japonaises.

Ce plan prévoit une diminution du PNB (produit national brut) de plus de 1 %, une augmentation du chômage supérieure à 3 %, une augmentation des prix des biens de consommation courante (prix des marchandises alimentaires, transports, eau, électricité, combustibles...), adoption d'une législation spéciale qui permette aux patrons d'entreprises "considérées comme étant en

difficulté de suspendre temporairement les contrats de travail": c'est-à-dire que les travailleurs ne reçoivent plus que les 2/3 de leur salaire! Pour faire bonne mesure le gouvernement a institué un impôt rétroactif correspondant à 2,8 % des salaires perçus pendant les neuf premiers mois de l'année.

Comme conséquence des mesures d'économie certaines grosses entreprises nationalisées sont promises à des "restructurations", tel est le cas des chantiers navals de la Lisnave et Setenave qui emploient plus de 10 000 ouvriers. Il faudrait encore parler de l'inflation (25 %), les économies budgétaires, qui vont affecter les dépenses sociales, de la dévaluation (12 % plus une "dévaluation glissante" de 1 % par mois)...

Au Portugal comme ailleurs, lorsque le FMI ou les banques internationales interviennent, c'est pour faire reposer le poids de la crise sur les épaules de

la classe ouvrière en lui imposant une double exploitation: le capitalisme local et le capitalisme international. Chacun des "succès" obtenus lors de ces "aides" entraîne l'adoption de mesures analogues par les pays voisins sous la pression de ce que les banques appellent "le phénomène de régionalisation", c'est-à-dire l'application des mêmes conditions de prêt, de négociation de la dette aux pays d'une même région: ainsi, de proche en proche, le capital mondial intensifie sa guerre contre le prolétariat, laissant aux bourgeoisies locales plus ou moins ravalées au rang de fondés de pouvoir, la tâche de contenir les inévitables épisodes de révolte. Ce n'est à l'inverse qu'en refusant de se sacrifier au nom des intérêts supérieurs de l'économie comme le lui demandent ses maîtres de Gauche ou de Droite, et en renouant avec les méthodes de la lutte de classe internationale, que la classe ouvrière pourra briser ce cercle infernal.

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE

Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

Proletarios de todos los paises, unidos!

EL PROLETARIO

espartaco

PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

Elecciones? no gracias!
Las Elecciones Prolongan la Esclavitud de los Proletarios

BOICOT

Imprimerie: INCAL
3, rue de la Division Leclerc.
67000 Strasbourg.
Diffusé par les NMPP.